

# La fête de

les 29,

30,

31 mai

# LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1298 - 21 mai 1993 - prix : 9 F

## L'emploi en plan

## C'est le patronat

## qu'il faut jeter dehors !



M6189 - 1298 - 9.00 F



# L'emploi en plan

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

## C'EST LE PATRONAT

## QU'IL FAUT JETER DEHORS !

■ Au moment où on nous annonce 340 000 chômeurs de plus rien que pour l'année 1993 et où le gouvernement Balladur lance un énième plan censé agir sur l'emploi, ce qui s'est produit dans une usine SKF proche de Tours montre à peu près dans quel état d'esprit bon nombre de patrons abordent la question. Trente-cinq travailleurs convoqués individuellement par la direction se sont vu notifier leur licenciement et ont été expédiés immédiatement hors de l'usine en taxi, jetés dehors comme des malpropres sans même pouvoir repasser à l'atelier parler à leurs compagnons de travail. Le directeur de l'usine interrogé a déclaré en substance que, puisqu'il fallait en finir, autant valait faire vite...

Autant dire que, de la part du patronat, l'expression "jeter sur le pavé" n'est même plus une image. Au moment même où le ministre du Travail Michel Giraud lançait son plan quinquennal pour l'emploi, une enquête d'un institut de sondage nous apprenait d'ailleurs que 80 % des patrons français approuvent le plan Balladur mais qu'à peu près autant considèrent qu'il ne créera pas un seul emploi et qu'en tout cas eux n'embaucheront pas.

Le ministre du Travail a d'ailleurs annoncé lui-même que, pour le début de son plan quinquennal, au moins cette année, le chômage allait plutôt s'aggraver. D'après lui, il ne pourrait y avoir d'embellie, si même il y en a une, que vers la fin dudit plan quinquennal. Les chômeurs n'ont qu'à se résigner, les demandeurs d'emploi patienter et le lot des licenciés de l'année se dire que cela ira mieux, peut-être, pour les

autres dans cinq ans.

Cette vision réaliste n'a pas empêché le ministre du Travail d'annoncer 14 milliards investis par l'Etat pour l'emploi, c'est-à-dire, vu ses prévisions, 14 milliards dépensés en pure perte.

En pure perte, mais pas pour tout le monde, puisqu'il s'agit de subventions diverses au patronat sous la forme de dégrèvements, de contrats de ceci ou de cela, qui permettent de réduire les charges sociales patronales, voire de subventions du travail à temps partiel pour le patronat avec des salaires amputés pour ces salariés. C'est-à-dire une série de mesures qui, sans créer un seul emploi, vont permettre au patronat de passer au mieux l'année qui vient, voire les suivantes.

On comprend que 80 % des patrons soient satisfaits des ministres de Balladur, comme d'ailleurs ils étaient satisfaits des ministres socialistes, sans toutefois le crier sur les toits. C'est la seule différence.

Qui plus est, le ministre du Travail parle d'injecter 6 milliards et demi de plus dans ce genre d'opération, provenant de la vente des entreprises nationalisées. Autrement dit, l'Etat va continuer à vendre son capital social pour subventionner les patrons privés.

De nombreux salariés d'entreprises publiques se retrouveront à travailler pour le privé, ce qui, malgré le prétendu dynamisme qu'aurait le privé relativement aux entreprises d'Etat, sera sûrement loin d'être un bien pour ceux qui seront soumis à la règle d'or du sacro-saint profit et rien qu'à elle. Le service public, l'intérêt collectif, seront plus que jamais enterrés ! Seuls les bénéfiques

devront compter, ou plus exactement on ne comptera que les bénéfiques. Les licenciés, eux, seront laissés pour compte.

Toutes ces injections d'argent vers le patronat qui atteignent donc plus de 20 milliards seront certainement supérieures à ce que l'Etat dépensera pour permettre à l'UNEDIC de continuer à payer les indemnités de chômage. Si l'Etat vient de se résigner à le faire un peu, c'est pour éviter d'avoir à demander au patronat d'augmenter sa part de cotisations d'assurance chômage.

Et pourtant si, le ministre du Travail a quand même, en échange de ses subventions, demandé des contreparties au patronat. Mais lesquelles ?

Veut-il l'obliger à créer des emplois proportionnellement aux subventions et aux dégrèvements dont il bénéficiera ? Non !

A-t-il renforcé les mesures de contrôle des licenciements ? Non !

A-t-il rétabli l'autorisation préalable pour les licenciements collectifs, qui n'empêchait pourtant pas grand-chose ? Non !

Non, non, non, le ministre du Travail a fait appel... à la raison des chefs d'entreprise ! Il leur a demandé de réfléchir à d'autres solutions que les licenciements. Eh bien le patron de SKF vient sans doute de montrer comment lui a "réfléchi" à la question.

En ce qui concerne les licenciés, on ne fait pas appel à leur raison, on leur dit simplement qu'on a mis fin à leur contrat.

Mais un jour ou l'autre, c'est nous, les salariés, qui mettrons fin au contrat des patrons. Car s'il y a vraiment des inutiles dans la société, et même des inutiles coûteux, c'est bien le patronat.

Forte aggravation  
du chômage en vue

## DES AIDES... POUR LES FINANCES DU PATRONAT

Le ministre du Travail, Michel Giraud, vient de présenter son plan emploi. Une fois encore, comme à chaque fois qu'il a été question de plans emploi ces quinze dernières années, il s'agit d'une nouvelle distribution de milliards — 20 milliards cette fois-ci — qui tomberont d'une façon ou d'une autre dans l'escarcelle des patrons, mais qui ne suffiront évidemment pas à résorber le chômage.

Et pour qu'aucun doute ne subsiste, au même moment l'Institut national de la statistique (INSEE) titrait sa dernière note de conjoncture : "La France en récession". Les chiffres recueillis par cet institut laissent prévoir une nouvelle aggravation du chômage. L'INSEE annonce une croissance négative d'un point. En revanche, le chômage continuerait sa lancée vers les sommets et l'INSEE prévoit 3,2 millions de chômeurs à la fin du semestre en cours. Lui qui a modestement recensé 145 000 chô-

meurs supplémentaires en 1992, en prévoit 220 000 en 1993. En effet, l'emploi salarié qui avait déjà baissé de 0,7 % au dernier trimestre 1992 a encore baissé de 0,5 % au premier trimestre 1993.

Par ailleurs, la baisse du pouvoir d'achat, qui fait dire aux statisticiens de l'Etat que "la consommation ne soutient plus la croissance" et la diminution annoncée de l'investissement du patronat (-9 % en valeur et -11 % en volume) ne devraient conduire qu'à empirer la situation.

Dans un tel contexte, le pseudo-plan emploi paraît bien dérisoire. L'an dernier, au nom du prétendu traitement social du chômage, 598 000 contrats emploi-solidarité avaient permis d'écarter un temps 270 000 travailleurs de la menace du chômage. Cette fois-ci, le gouvernement en prévoit 250 000 seulement. Or, circonstance aggravante, ces mesures ont été prises au moment où l'on prévoyait 150 000 chômeurs de plus pour l'année.



Balladur, Simone Veil et à gauche leur protégé François Périgot, le patron des patrons

AFP

Or l'INSEE les chiffre à 220 000 rien que pour le premier semestre. Et l'UNEDIC annonce déjà 340 000 nouveaux chômeurs en 1993.

Enfin, 6,5 de ces 20 milliards et quelque sont théoriquement destinés à des Programmes de préparation active à la qualification et à l'emploi (des "PAQUE" pas vraiment joyeuses), créés en leur temps - au prix fort - par Cresson pour éviter à 50 000 jeunes d'aller grossir à leur tour les rangs des chômeurs. Pourtant, on parle en même temps de les supprimer. Peut-être s'agit-il simplement de les rebaptiser, mais en attendant, tout fonctionne comme si le gouvernement avait d'ores et déjà prévu d'imputer cette somme (à prendre sur les futures privatisations) à ses destinataires - les patrons - avant même d'être bien décidé sur le prétexte de cette aide. De même, la presse signale un autre milliard d'aides, budgé-

tisé, qui attend son justificatif !

Et cette valse des milliards tandis que les travailleurs voient les emplois s'évanouir dans tout le pays, ne suffit pas à calmer l'insatiable appétit des patrons. Quand un quotidien comme *Le Figaro* souligne lui aussi l'insuffisance de ces mesures, ce n'est évidemment pas pour réclamer que le gouvernement s'attaque sérieusement au chômage, ce fléau social. Non, il s'agit seulement de suggérer que l'enveloppe soit... un peu plus remplie.

Le chômage représente un drame dans les familles ouvrières, mais dans les milieux patronaux, il ne constitue qu'un prétexte à élargir la masse de capitaux avec lesquels une grande entreprise peut jongler.

Jacques FONTENOY.

## Déficit de l'UNEDIC

### LES TRAVAILLEURS VONT ENCORE TRINQUER

Le régime d'assurance-chômage serait en faillite. Selon ses experts, avec 344 000 demandeurs d'emploi supplémentaires prévus cette année, le déficit de l'UNEDIC atteindrait 13,6 milliards de francs (et 37,7 milliards, si l'on cumule les résultats de ces dernières années). Mais surtout, il manquerait 3,5 à 4 milliards pour verser les allocations en juin prochain.

De son côté, le nouveau gouvernement laisse entendre qu'il accepterait de renflouer les caisses du régime, comme s'y était engagé le gouvernement Bérégovoy, mais seulement pour la prochaine échéance. En fait, comme pour les autres régimes sociaux, le gouvernement Balladur prépare les salariés à faire encore des

sacrifices au nom d'un rééquilibrage des comptes, afin qu'il lui en coûte le moins possible.

Cette politique n'est d'ailleurs pas nouvelle. Tour à tour, les gouvernements ont pratiqué le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système d'indemnisation du chômage. Sa contribution est ainsi passée progressivement de 33 % en 1980 à 22,7 % aujourd'hui.

Tout en réclamant de concert une plus grande participation de l'Etat, les représentants syndicaux et patronaux qui président aux destinées de l'UNEDIC négocient actuellement pour tenter de trouver des solutions à plus long terme. Pris dans leur logique de gestionnaires du système, les syndicats,

de la CFDT à la CFTC en passant par FO, admettent d'avance le principe d'une augmentation des cotisations, même s'ils réclament un élargissement de la part patronale.

FO va même jusqu'à réclamer un relèvement du taux d'assurance-chômage de deux points, qui seraient répartis à égalité entre employeurs et salariés. Sur la base de 2,07 %, taux actuel de cotisation des salariés, cela reviendrait à augmenter pratiquement de moitié cette contribution.

De toute façon, du côté du patronat - alors qu'en multipliant les licenciements et les suppressions d'effectifs, il porte l'entière responsabilité de cette situation -, il n'est pas question d'accepter la moindre augmentation

de ses charges. En revanche, le CNPF verrait bien l'UNEDIC "diminuer les dépenses", autrement dit faire des économies sur le dos des chômeurs, en aggravant notamment le système dégressif des allocations et en réduisant à la baisse la durée d'indemnisation.

Diminution des indemnités ou hausse des cotisations, et peut-être les deux à la fois, une chose est sûre : après la révision à la baisse du système d'indemnisation en juillet dernier, tous se préparent à faire payer une fois de plus les travailleurs pour une moindre protection.

R.M.

Danemark

# MAASTRICHT, DEUXIÈME ROUND

Cette fois tout le monde politicien danois est satisfait. Les électeurs ont enfin voté comme il le leur avait demandé : 56,8 % de Oui pour la ratification par le Danemark du traité de Maastricht.

Il y a à peine un an, en juin 1992, alors que tous les grands partis, de la droite aux sociaux-démocrates, appelaient déjà pour le Oui, les électeurs, indociles, leur avaient fait la surprise de donner au Non une petite majorité de 50,7 %. Qu'à cela ne tienne, on a remis la question sur le tapis ; et maintenant qu'au match retour les dirigeants politiques ont atteint leur but, personne ne proposera d'organiser la belle.

Mais qu'est-ce qui a donc changé d'un vote à l'autre ? Ce n'est évidemment pas le fait que les gouvernants danois aient obtenu de leurs partenaires européens quelques aménagements au traité de Maastricht : il ne s'agissait là que d'un tour de passe-passe pour permettre au gouvernement danois de refaire le vote.

Du côté des partis politiques il n'y eut que le ralliement au Oui du seul parti parlementaire, en dehors du parti d'extrême-droite, qui avait appelé au Non en 1992 : le parti SF (Parti Populaire Socialiste). Issu jadis du courant "euro-communiste", considéré comme à gauche du Parti Social-Démocrate, et depuis le vote pour l'adhésion du Danemark à la CEE en 1972 jusqu'au vote de juin 1992 il s'était toujours prononcé contre l'Europe. Rien ne dit que les électeurs de SF aient fait volte-face avec leurs leaders. Mais ayant obtenu, avec 8,5 % des voix, 15 députés au Parlement lors des dernières législatives les dirigeants de SF voient, depuis le retour des Sociaux-Démocrates au pouvoir, quelques possibilités de décrocher des strapontins ministériels, pour peu qu'ils adoptent une allure de politiciens plus responsables.

Au référendum de juin 1992, d'après les sondages d'opinion, 60% des électeurs du Parti Social-Démocrate

avaient voté contre Maastricht. Ils ont été sûrement moins nombreux à le faire ce 18 mai. Les sondages d'avant le vote donnaient au plus 50 % des électeurs sociaux-démocrates favorables au Non. D'autant que vis-à-vis de la classe ouvrière, les dirigeants syndicaux ont pris soin d'expliquer tous les avantages supposés du nouvel accord européen, ou les dangers d'un isolement pour l'emploi, du Danemark avec plus d'insistance et de nuances qu'ils ne l'avaient fait un an plus tôt, lorsqu'eux, comme les dirigeants du Parti Social-Démocrate, croyaient d'entrée l'affaire dans le sac.

En juin 1992, voter Non au référendum était aussi une façon de condamner la politique du gouvernement de droite qui dirigeait alors le pays. Aujourd'hui que la social-démocratie est revenue au pouvoir (à la tête d'un gouvernement de coalition), elle bénéficie probablement, pour le référendum sur l'Europe comme pour le reste, des illusions qu'une partie des travailleurs a en elle.

Quant aux travailleurs, ils n'ont rien à gagner à ce vote Oui, tout comme ils n'avaient rien à gagner d'ailleurs au précédent vote Non. Avec l'un comme l'autre, la bourgeoisie d'affaires danoise, comme la grande bourgeoisie européenne en général, mènera sa politique. L'Europe

des trusts, avec sa course aux profits et ses concentrations d'entreprises, si elle se fait, se fera aux dépens des travailleurs, mais pas plus que ne l'aurait fait un royal isolement du petit Danemark, protégé par des droits de douane ses cubes Lego et sa Carlsberg.

Ni les accords entre financiers européens, ni le repliement du Danemark (ou de la France ou de l'Angleterre)

sur lui-même, ne sauveront les emplois ni les lois sociales en vigueur. La politique du patronat danois, européen et mondial est de jouer sur les compressions de personnel et de s'en prendre à toutes les réglementations sociales. Cela n'est pas une question de droits de douane, et encore moins une question de vote Oui ou Non (les gouvernements ne sont pas obligés d'en tenir compte, et peuvent le refaire, comme au Danemark, s'il ne leur convient

pas). C'est une question de rapport de forces.

Les patrons d'Europe ont des entreprises dans plusieurs pays à la fois ; ils sont capables de s'entendre pour accroître leurs profits sur le dos des travailleurs. Aux travailleurs de savoir s'organiser, se sentir solidaires d'un pays à l'autre, préparer leurs luttes et savoir les étendre y compris au-delà des frontières, là où d'autres travailleurs sont exploités par les mêmes patrons.

Olivier BELIN



Dites oui, dites non, mais surtout oui.

## L'EXTRÊME-GAUCHE DANOISE ET LE RÉFÉRENDUM

L'extrême-gauche danoise, comme l'avait fait une partie de l'extrême-gauche française, a fait campagne pour le Non au référendum. A l'opposé du parti d'extrême-droite, le Parti du Progrès qui, fort de 10% des suffrages et de 12 députés, dénonçait dans Maastricht le risque d'une "invasion musulmane", l'extrême-gauche affirmait que Maastricht allait fermer les frontières du Danemark à l'immigration et aux exilés politiques. Et surtout elle insistait sur le danger supposé que représenterait pour les lois sociales en vigueur au Danemark un alignement sur les autres pays d'Europe. Les arguments ressemblent tellement à ceux de la gauche réformiste (en France, pour le PCF, c'était le danger d'une union avec l'Allemagne pour "nos" entreprises, et celui de l'alignement avec la Grèce pour "nos" lois sociales) qu'il ne faut pas s'étonner que l'orateur vedette du meeting anti-Maastricht organisé par l'alliance électorale de l'automne dernier entre le SAP (Parti Ouvrier Socialiste, l'homologue danois de la LCR), le tout-petit Parti Communiste Danois, et un autre petit parti du genre de notre ancien PSU, VS (Gauche Socialiste), ait été le leader travailliste anglais anti-Union européenne, Tony Benn.

# MAASTRICHT A-T-IL VÉCU ?

A l'occasion du référendum au Danemark, on a pu entendre de divers côtés que le fameux traité de Maastricht, auquel on s'escrimait à faire voter "oui" les électeurs de ce pays, était de toute façon dépassé.

Il faut dire que, de sommet en sommet, le traité s'est enrichi d'une liste impressionnante d'exceptions au profit de tel ou tel de ses signataires. A commencer par le Danemark, dont le gouvernement comptait justement sur ces exceptions pour faire changer d'avis les électeurs.

Et que dire de l'Europe monétaire et de cette fameuse monnaie européenne qui devait être l'une des pierres angulaires de Maastricht ? Le moins que l'on puisse en dire est qu'elle est en piètre état. Depuis les désordres monétaires de l'automne dernier et la sortie d'une partie des monnaies du Système Monétaire Européen, les choses sont allées de mal en pis. L'endettement des Etats s'est aggravé tandis que continuait la valse des taux d'intérêt. De sorte qu'aujourd'hui, des douze pays européens un seul satisfait encore aux conditions fixées à Maastricht pour participer au processus d'unification monétaire : ce n'est ni la France, ni l'Allemagne, ni la Grande-Bretagne, mais... le Luxembourg... A moins de se dépêcher de faire rentrer la Suisse dans la partie, il n'y aura bientôt plus de joueurs...

Apparemment, cela n'empêchera d'ailleurs pas la mise en place annoncée pour le 1er janvier prochain de l'Institut Monétaire Européen, organisme qui doit préfigurer la future Banque Européenne prévue par Maastricht et préparer le terrain à la monnaie européenne pour l'an 2000. Pas plus que les avatars de Maastricht n'empêchent l'agrandissement des installations du Parlement Européen qui se voit doté d'une nouvelle chambre à Bruxelles dès ce mois-ci et, concurrence européenne oblige, d'une

autre à Strasbourg prévue pour 1997.

Situation contradictoire mais pas plus que celle des différents partenaires européens que les nécessités du marché mondial poussent à se regrouper mais qui, chacun, cherchent à protéger les intérêts de leurs propres capitalistes contre les concurrents voisins.

Le traité de Maastricht laissait

déjà plus de latitudes aux signataires d'agir selon leur bon vouloir qu'il n'introduisait de contraintes. Les exceptions introduites depuis, les distances prises publiquement par les uns et les autres sur tel ou tel aspect de l'unification européenne, ne font qu'aller dans le même sens. Et surtout, la stagnation économique générale rend plus forts les ten-

dances protectionnistes, les calculs particuliers de telle ou telle des bourgeoisies européennes, prises dans leurs velléités d'avoir une politique à long terme et leurs intérêts immédiats, et fait une fois de plus de l'unification de l'Europe un objectif qui recule à mesure qu'on s'en rapproche.

François ROULEAU

## GATT

## BALLADUR TENTE DE SAUVER LA FACE

Balladur veut mettre fin à un "procès d'intention" fait d'après lui à la France et qui consisterait à dire "que c'est quelques centaines de milliers d'agriculteurs français qui font obstacle à la régénérescence de la production et de l'activité mondiale qui résulterait d'un accord sur le GATT." En même temps qu'il prononçait ces fortes paroles, Balladur a plaidé pour une véritable instance de conciliation qui mette fin aux perpétuelles chicanes et demandé un "armistice sur tous les litiges en cours", c'est-à-dire qu'on prenne acte de tous les blocages existants et qu'on en reste là.

Enfin, Balladur, qui n'aimerait pas être pris en flagrant délit d'avoir laissé choir ses électeurs du monde paysan, a rappelé que le dossier agricole n'en est qu'un parmi bien d'autres... Une façon comme une autre de tenter de brouiller les pistes dans les interminables négociations du GATT.

Bien sûr, dans ces accords internationaux, où les grandes puissances industrielles rediscutent régulièrement des échanges commerciaux internationaux et tentent d'édicter de nouvelles règles du jeu qui tiennent compte des nouveaux rapports de forces, les litiges sont multiples et ne concernent pas seulement l'agriculture mais aussi marchés

publics, services, accès aux marchés, textile, acier, aéronautique, audiovisuel, etc.

Chaque fois, les pommes de discorde sont de même nature. Les Etats-Unis accusent leurs concurrents européens ou autres de subventionner leurs entreprises pour justifier de protéger les leurs en mettant leurs marchés à l'abri derrière des protections douanières. Et bien sûr, ils promettent de les baisser dès que les subventions disparaîtront. Et les Etats européens ou le Japon en font autant.

Mais, étant donné que la balance penche souvent du côté des Etats-Unis, de par leur hégémonie sur l'économie mondiale, ceux-ci ne laissent à leurs partenaires-adversaires guère d'autre choix que de se faire une raison, se plier et essayer autant que possible de sauver la face.

C'est ce que Balladur tente de faire. Il aimerait certainement que la situation actuelle, où l'impérialisme qu'il représente tente encore de faire bonne figure, reste suspendue indéfiniment, plutôt que de devoir reculer devant de nouvelles exigences. Il n'est évidemment pas pressé d'afficher son infériorité, même s'il est déjà prêt à sacrifier ouvriers du textile, si l'Accord multifibres est abandonné, ou paysans victimes de la PAC.

D'ailleurs, les critiques de cette "politique agricole commune" sont devenues bien discrètes depuis que ce dossier appartient maintenant aux problèmes que Balladur doit essayer de gérer.

Evidemment, Balladur aimerait bien s'affranchir de l'un des paradoxes du GATT : sous prétexte de faire respecter la sacro-sainte concurrence, il en résulte un lot de réglementations et d'accords contraignants, que les fluctuations de la situation rendent rapidement caduques et donc à renégocier.

Malheureusement pour lui, il n'y peut pas grand-chose. Ces contradictions sont profondes et proviennent du système capitaliste lui-même. Ces temps de recul économique généralisé rendent la concurrence plus âpre entre les grandes entreprises pour se trouver de nouveaux marchés sur l'arène mondiale. En contrepartie, les Etats sont de plus en plus tentés de protéger leur marché intérieur. Ce que reproche la Communauté européenne aux Etats-Unis, par exemple, c'est ce qu'elle fait elle-même par rapport à l'Europe de l'Est. Alors Balladur peut toujours rêver à voix haute d'un "protectionnisme intelligent", cela ne pèse pas lourd devant le marasme du commerce mondial et la concurrence exacerbée.

J. F.

### LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL et VILLE : .....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Allemagne

Rassemblement de 3000 métallurgistes au nord de Berlin, en solidarité avec les grévistes de Dresde.



AFP

LA GRÈVE A IMPOSÉ AUX PATRONS

QU'ILS LIMITENT LEURS APPÉTITS

■ La grève de tous les métallos d'Allemagne de l'Est, dont la direction de l'IG-Metall menaçait le patronat, ne sera pas pour cette fois. Les dirigeants du syndicat, aidés par un système on ne peut mieux rôdé pour circonscrire et émietter les grèves, ont signé le vendredi 14 mai un accord concernant la métallurgie de Saxe que les dirigeants syndicaux des autres Länder de l'Est ont jugé acceptable, excepté ceux de Berlin-Brandebourg et ceux de la sidérurgie de l'ancienne RDA.

La grande presse a présenté cet accord comme un succès de Franz Steinkühler, le dirigeant de l'IG-Metall qui aurait imposé aux patrons de la métallurgie de revenir sur leur dénonciation de l'accord signé en 1991 prévoyant un alignement, par étapes, des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest. Même si 77,66 % des métallos de Saxe (34 244 sur 44 097 votants) se sont prononcés pour des salaires qui atteindraient officiellement 80% de ceux de l'Ouest au 1er décembre prochain et la promesse de la parité pour 1996, il ne manque pas de témoignages de sidérurgistes ou métallos qui auraient eu envie que ce premier grand conflit gréviste de l'Allemagne de l'Est ne s'arrête pas là. Tout particulièrement dans le Brandebourg, la Turinge ou la Saxe-Anhalt où la grève s'est arrêtée avant même d'avoir commencé.

Les travailleurs restent à juste titre méfiants à l'égard du patronat. Sans doute, ce dernier accepte de s'en tenir au principe d'un accord. Mais les étapes du rattrapage salarial interviendront plus tardivement que prévu (les premiers 20% de mieux ne seront donnés cette année qu'en décembre, au lieu d'avril) et l'égalisation promise n'interviendrait qu'en 1996 plutôt qu'en 1994. Les travailleurs viennent aussi de mesurer la solidité des engagements du patronat, et il reste à ce dernier une belle marge pour changer encore d'avis. Prudent, il s'en est même donné les moyens "légaux" : une "clause d'insolvabilité" est prévue, qui sous réserve de négociations patronat-syndicat, offre à l'entreprise qui prouvera qu'elle est en difficulté (elles disent quasiment toutes l'être !), de ne pas donner les augmentations prévues.

Cette grève a certes été voulue, déclenchée et organisée par les dirigeants de l'IG-Metall, mais qui ont utilisé tous les moyens légaux et ficelles traditionnelles pour en garder le contrôle.

Steinkühler et consorts ont d'abord maintenu la division entre la sidérurgie et la métallurgie, et appelé à la grève les sidérurgistes de toute l'ancienne RDA, mais les métallos de seulement deux Länder. Ce n'est que quinze jours plus tard qu'ils ont prévu que les métallos des trois autres Länder s'y mettent.

Là où l'appareil de l'IG-Metall a organisé la grève, il l'a fait selon les règles bureaucratiques en usage, légalisées depuis belle lurette dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest, et appliquées pour la première fois à large échelle à l'Est. Après moult discussions entre syndicat et patronat, le premier a organisé un premier référendum sur la grève auprès de tous les syndiqués de la branche et du secteur géographique concerné. Le référendum ayant donné plus que les 75% de partisans de la grève requis, celle-ci a été déclenchée (plusieurs jours ou quelquefois une semaine plus tard) mais seulement dans quelques-unes des entreprises dont le syndicat, et lui seul, a choisi l'extension dans l'espace et le temps. Le syndicat veut ainsi peser dans les négociations avec les représentants patronaux dans ces "Tarifrunde" ou négociations salariales qui restent pour les Steinkühler et Cie l'essentiel.

Dès qu'un compromis a été trouvé entre appareils syndicaux et patronaux de la métallurgie de Saxe, il a été soumis aux syndiqués dans un second référendum où il aurait suffi de 25% des suffrages en faveur de l'accord pour que ce dernier soit entériné, mais où il aurait fallu 75% et plus de suffrages en faveur de la grève pour qu'elle continue.

Il est probable que ce qui a poussé les dirigeants de l'IG-Metall et ceux du patronat à trouver un accord dans la Saxe, est la conjonction, à la fin de la semaine dernière, du vote favorable à la grève dans toute l'Allemagne de l'Est et du succès relatif, mais apparemment inattendu, des débrayages de solidarité dans l'Allemagne de l'Ouest (où au total environ 300 000 métallos ont aussi montré leur combativité).

Le jeudi 13 mai, on pouvait raisonnablement se demander si le conflit n'allait pas devenir plus déterminé et impétueux que les bonzes syndicaux et les patrons ne l'auraient souhaité. Voilà qui les a réconciliés et incités à ne pas prendre le risque qu'une réponse positive soit donnée à la question.

Les métallos de l'Est se sont malgré cela fait craindre et respecter en se lançant dans une grève alors que pour la plupart, ils sont dans des entreprises dont les effectifs ont déjà énormément fondu et peuvent se sentir licenciés en puissance. Par leur

détermination et la solidarité qui s'est exprimée en leur faveur dans la classe ouvrière de l'Ouest, ils ont limité les dégâts sur leurs salaires. Ils viennent de faire l'expérience que la lutte paie davantage que la passivité.

Mais avec le clou du spectacle - l'annonce des petits profits boursiers du dirigeant de l'IG-Metall - ils ont fait coup sur coup l'expérience, dure et amère, de la rapacité du monde patronal capitaliste et de la vénalité de ses hautes sphères syndicalistes.

Michelle VERDIER

L'"ACTION" STEINKÜHLER

Toute l'Allemagne philosophe sur les gains boursiers de Franz Steinkühler, le dirigeant de l'IG-Metall, le plus gros syndicat du pays qui compte 3,5 millions d'adhérents dans la métallurgie et la sidérurgie et vient de s'illustrer par son bras de fer avec les patrons à l'Est.

En achetant 2100 actions de Mercedes AG Holding pour la modique somme de 998 406,21 Marks (plus de 3 millions de francs), entre le 18 mars et le 2 avril où la fusion avec Daimler-Benz les a fait grimper sensiblement, il a fait une plus-value de 106 049,24 Marks (plus de 300 000 francs).

Dans le monde bourgeois, on ne s'indigne pas de la somme. Elle est toute petite au regard des fortunes patronales ouest-allemandes. A peine de quoi s'acheter un studio à Paris ou un petit pied-à-terre sur la Côte d'Azur. On discute juste pour savoir s'il y aurait eu ou non "délit d'initié"...encore qu'il n'est pas reconnu en Allemagne. Les bourgeois d'outre-Rhin, pragmatiques, trouvent normal d'utiliser positions et compétences pour spéculer le plus intelligemment, et admettent que Steinkühler, qui siège aux conseils de surveillance de Daimler-Benz, Volkswagen et Thyssen, y soit suffisamment instruit sur la bonne marche de ces entreprises ! Ce sont eux qui ont formé ce bonze syndica-

liste, ce qui n'empêche pas certains banquiers et journalistes de lui faire un croc-en-jambe pour la grève qu'il orchestre à l'Est.

Steinkühler lui-même affiche une belle impassibilité. Pas question qu'il démissionne et encore moins qu'il se suicide ! Et à ceux qui se demandent comment il a pu disposer d'un million de Marks, il répond que le syndicat paie bien (un salaire de 70 000 francs environ par mois) et qu'il est économe.

Restent les travailleurs à qui l'affaire reste en travers de la gorge et qui disent qu'il ne reste plus à Steinkühler que la pré-retraite. Surtout dans cette période de grève à l'Est où le dirigeant de l'IG-Metall est allé au petit matin, à la prise de poste à 5 heures, et plutôt deux fois qu'une, exhorter des travailleurs à se mettre en grève, et leur expliquer avec un art oratoire consommé, qu'il faut en finir avec cette situation où un mur de l'argent divise toujours le pays en deux : "D'un côté celui où les profits bourgeois fleurissent, de l'autre celui où l'on serre les dents devant l'extension massive du chômage"...

Il faudrait en effet aux travailleurs d'autres dirigeants qu'un Steinkühler qui marchande leurs actions exactement comme il boursicote, avec ses actions.

M.V.

# 29, 30, 31 mai Tous à la Fête de Lutte Ouvrière à Presles (Val d'Oise)



Notre fête a vingt trois ans. Elle est maintenant adulte mais a su garder toute sa fraîcheur, sa gaieté et ses rapports fraternels. Rassemblement populaire, la fête de Lutte Ouvrière est aussi un rassemblement politique où se retrouvent des milliers d'hommes et de femmes pour qui la solidarité ouvrière et les valeurs du communisme restent bien vivantes. Dans un monde où parquent les nationalismes, où se développent le racisme et la xénophobie, il nous faut réaffirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie, que leur solidarité doit se manifester contre tous ceux qui les exploitent et les oppriment et non contre des travailleurs d'autres pays ou d'autres races. Les régimes hérités du stalinisme se sont effondrés, leurs classes dirigeantes, qui pendant des décennies s'étaient parées du drapeau du communisme pour mieux duper leur peuple, n'ont aujourd'hui que la seule ambition de ressembler aux capitalistes d'Occident. Notre courant, qui a toujours combattu l'usurpation de ces régimes odieux se doit de réaffirmer qu'il ne peut y avoir de communisme sans que les travailleurs exercent eux-mêmes leur propre pouvoir, dans la liberté et la plus large démocratie pour tous ceux qui ne vivent pas du travail d'autrui.

Et puis, dans les pays capitalistes minés par leur propre crise, ce sont les inégalités qui règnent. Le luxe le plus éhonté côtoie la pauvreté, la détresse des chômeurs et des sans-logis. Il y a vingt cinq ans, en Mai 68, après que les étudiants sont descendus dans la rue, débutait l'une des plus grandes grèves que le pays ait connues. Des millions de travailleurs rappelaient au patronat et au gouvernement que rien ne peut se faire sans eux. C'est avec de telles traditions et de tels mouvements, mais qui doivent aller au bout de leurs possibilités, que la classe ouvrière doit renouer. Oui, nous pensons que le capitalisme ne peut être l'avenir de l'humanité. L'humanité porte en elle de grandes possibilités de développement, de conscience et de bonheur. Voilà pourquoi nous militons.

C'est aussi cela la fête de Lutte Ouvrière : trois jours de fraternité et un même espoir dans un monde juste d'où aura disparu tout ce qui divise aujourd'hui les hommes.

## SAMEDI 29

### Au podium central

16h  
**BOB MEDAS et le groupe ANK6-TI-TAK**  
Musique traditionnelle créole

18h  
**GINA ET L'ORCHESTRE**  
Rock réaliste

21h  
**Geoffrey ORYEMA**  
Chanson africaine

### Au théâtre de verdure

(Sous réserve de modifications de dernière heure)

15h  
**GULF STREAM-**  
Chansons et airs traditionnels d'Irlande

16h45  
**Alain CLAIR**  
"1793-1993 et après..."  
Chansons

18h30  
**Patrick ELIES**

Auteur-compositeur interprète de chansons françaises

19h30  
**PATCHWORK**  
Musiques du monde

20h40  
**DIAPORAMA :**  
"L'homme dans l'Univers"

## DIMANCHE 30

### Au podium central

14h  
**SARCLORET**  
Auteur compositeur

15h  
**Allocution d'Arlette LAGUILLER**  
puis  
**Pierre PERRET**

18h45  
**MADemoiselle SWING QUARTET**  
Jazz style Django Reinhardt



21h  
**CHANSON PLUS BIFLUORÉE**  
Spectacle musical d'humour et de parodies

### Au théâtre de verdure

13h45  
**Christian MILLE-RET**  
Chanson française

15h30  
**KRASPET CIRCUS**  
Rythm'n blues  
Caraïbes

17h15  
**Fabien KACHEV**  
Sketches comiques et bruitages

18h15  
**NAG'AIRES**

Chansons populaires de Bruant à Piaf et de Montehus à Arletty

20h00  
**SANACORE**  
Chants populaires italiens

21h45  
**COOL RUNNING**  
Reggae

23h00  
**DIAPORAMA**  
"L'homme dans l'Univers"

## LUNDI 31 Au podium central

14h - **Nathalie DUPUY**  
Chanson française

15h - **Allocution d'Arlette LAGUILLER**  
puis **Xavier LACOUTURE**  
Musiques et humour

18h - **BENOIT BLUE BOY**  
Blues et cajun

### Au théâtre de verdure

13h30  
**CORDEPEAU**  
Kolk Rock

15h30  
**FRUTA BOMBA**  
Salsa et Cumbia

17h30  
**LA COMPAGNIE GORÉE-BASTILLE**  
Musique africaine

18h30  
**Laura BRAMS**  
Rock

## A LA GUINGUETTE

A la Guinguette, autour d'un couscous, d'un plat chinois ou d'une andouillette, vous pouvez écouter et bouger aux sons de :

**SAMEDI :** **TIM** (Rock Reggae)  
**JAZ** (Musique et chansons des années 30)  
**Hervé MARTIN CALLEYA** (Musique de tous les pays)

**DIMANCHE :** **ZIG-ZONG** (Musique et danse afro-antillaise)  
**Dany BONNY** (Chansons pour accordéons)  
**RAIZ LATINA** (Musique andine)

Et danser les trois jours midi et soir avec l'orchestre musette de **Jean-Claude GOMBAULT**

## DANS LES ALLÉES DE LA FÊTE

**Les trois jours :**  
le clown **NONO MAZETTE**  
swing-musette de rue

**SAMEDI :**  
**LA FANFARE DE LA BUTTE-AUX-CAILLES**

**DIMANCHE :**  
**STORYVILLE**, jazz traditionnel  
**NOURDINE**, magicien  
**DANY BONNY**, chansons pour accordéon

## TROIS JOURS DE FÊTE

La fête commence le samedi 29 mai à 12 heures et dure jusqu'à 23 heures. Le dimanche elle ouvre à 8 heures et se prolonge dans la nuit du dimanche au lundi par un bal sur musique enregistrée. Elle reprend le lundi à 8 heures pour se terminer à 20 heures.

## Prenez vos cartes à l'avance

La carte d'entrée coûte 60 F. sur place pour les trois jours. Mais si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants, vous ne la paierez que 40 F. Elle vous permettra d'assister à tous les spectacles, animations, séances de cinéma, expositions et débats. Pour les enfants de moins de 14 ans, accompagnés, l'entrée de la fête est gratuite.

## JAZZ CITY

### JAZZ A GOGO !

A la Cité du Jazz, les amateurs de blues ou de jazz, du New Orleans au free jazz, peuvent se procurer CD, disques vinyle, cassettes audio ou vidéo, ainsi que brochures et livres. Dimanche et lundi matin, un "big breakfast" servi en musique. Sur scène se produisent groupes et artistes jouant dans tous les styles :

#### SAMEDI :

15 h 00 : *Indigo, quartet "bebop"*.  
17 h 00 : *Big Band du XVe (19 musiciens, sous la direction de Christian Bonnet, réunis pour jouer la musique de Count Basie)*.  
19 h 00 : *Zon, musique improvisée avec Ann Ballester (piano), Claire Gillet (contrebasse) et François Pons (voix)*.  
21 h 00 : *soirée "blues" avec Loose Blues*.

#### DIMANCHE :

10 h 00 : *"boeuf n°1" avec Bacon & Blues*.  
12 h 00 : *Jean-Paul Millier (boogie woogie et standards en piano solo)*.  
13 h 00 : *De 5 à 7 (octet de jazz traditionnel)*.  
16 h 00 : *Marc Franjeul Quartet (bebop)*.  
18 h 00 : *Profil Jazz Quartet, avec notamment Didier Court (guitare), Laurent Marti (clarinette), Pierre Jacquet (contrebasse)*.  
20 h 30 : *Jazz Moderne avec Thierry Bruneau (saxo ténor, clarinette basse), Richard Raux (saxo), Bivalsky (vibraphone), Gilles Scouarnet (basse) et Jean-Yves Colson (batterie)*.

#### LUNDI

10 h 00 : *"boeuf n°2" avec Bacon & Blues*.  
14 h 00 : *Jef Sicard Trio (free jazz)*.  
16 h 30 : *Giovanni Mirabassi Quartet*.  
18 h 00 : *Zanzibar (funk music)*.  
*That's all folks !*

## AU CABARET

### ENTRE AUTRES :

**SAMEDI** Jacques ARIZA  
Magicien  
Gérard CECKLER  
Chansons et imitations  
Maryan SOLMON  
Chanson française  
Michel JEFROYKIN  
Humour yiddish  
Pierre Pascal B  
Chanson française  
LE SIROP DE LA RUE  
Chansons réalistes  
ITHRI AMELAL  
Musique berbère  
(Françoise GERBAUD et Daniel PINET)  
LA COMPAGNIE DES IONS  
Café-Théâtre

Hervé Martin CALLEYA  
Musique de tous les pays : Turquie, Espagne, Italie...  
Bruno LA BRASCA,  
Comédien  
LUNDI  
Philippe AIME  
lira des extraits de textes d'auteurs italiens contemporains  
Accordéon et Chansons de marins et d'Irlande  
GULF STREAM  
Musique irlandaise  
LE TRIO ROMANÉ  
musique tzigane  
RAMA  
Musique d'Amérique latine  
**DIMANCHE**  
VITAMINE C  
"En a Vian la zizique"  
Ricardo MAYANO  
Guitariste musique latino-américaine  
Chansons française théâtralisées  
ROSSIGNOL  
Philippe AIME  
Accordéon et Chansons de marins et d'Irlande  
"L'Arsène de l'évasion", magicien

## AU CAF' CONC'

Chaque jour, concours de danse (valse, tango, rock...)  
Championnat "des chiffres et des lettres".  
Et dans la nuit de dimanche à lundi, un bal musette.

# Tous les stan

- 1 La gargotte des tout-petits
- 2 La toupie hollandaise
- 3 Le ballon de la fête
- 4 Au verre fleuri
- 5 Accueil Lorraine
- 6 En passant par la Lorraine
- 7 Brochettes - thé (Chausson Gennevilliers)
- 8 Marionnettes
- 9 Chorba - Thé - Gateaux (Citroën)
- 10 Ça pneu marcher
- 11 Le serpent à lumières
- 12 Saumon à l'oseille et Moules marinières (Lille)
- 13 Le caf' conc'
- 14 Relactez-vous (Allianz-Via Paris - Beauvais)
- 15 Renseignements
- 16 Electron rouge (Alcatel Colombes)
- 17 Tangram (GE-CGR)
- 18 Les mots fléchés (PTT Paris 17)
- 19 Blinis (CNAVTS-CRAMIF)
- 20 Dessinez en l'air (Aéroport de Paris)
- 21 La mare aux canards
- 22 Accueil Alsace-Franche Comté
- 24 Accueil Bourgogne
- 25 Accueil Nord
- 26 Exposition Grande-Bretagne
- 27 Tea Break Grande-Bretagne
- 28 Fondue jurassienne
- 29 Dites-le avec une brochette (Renault)
- 30 Quelles salades (Crédit Lyonnais)
- 31 L'escargot (Case Vierzon)
- 32 Jus de fruit - Milk Shake
- 33 Crêpes canadiennes (Compiègne)
- 34 Le fraisier (Chèques postaux Bourseul)
- 35 Flammekueche - La tarte flam-bée alsacienne
- 36 Javelot ch' timi
- 37 Test adresse
- 38 Concours de baby-foot permanent
- 39 Casse-bouteilles
- 40 Les mollets d'acier
- 41 Démasquez-vous
- 42 L'enfer est pavé de bonnes citations
- 43 Le tir larigot
- 44 La soupe à l'oignon
- 45 Maquereaux fumés au poivre
- 46 Chorba (Michelin Cholet)
- 47 Casse-croûte tunisien
- 48 Circuit automobile
- 49 Jeu de quilles
- 50 Les fous du foot
- 51 Le clou de la fête
- 52 Cinéma paradiso
- 53 En plein dans le mille
- 54 Café turc - Döner kebap
- 55 Cube d'escalade

## JAZZ CITY

- 56 American food (breakfast)
- 57 Oaxaca - jeux et jazz vidéo (Renault Flins)
- 58 Livres - disques de jazz

- 59 Emaillage sur cuivre (CHR Toulouse)
- 60 A la bonne crêpe
- 61 Au brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 62 Lutte Ouvrière Hôpitaux
- 63 Soupe aux choux
- 64 Le globe-trotter
- 65 La grosse galette (Belin Evry)
- 66 La poutre
- 67 Lutte Ouvrière Renault (région parisienne)
- 68 Le brie qui court (région de Meaux)
- 69 Huîtres et confit du Sud-Ouest (CHR Bordeaux)
- 70 Accueil Le Mans
- 71 Accueil Aquitaine
- 72 Sardines grillées
- 73 Le damnés de la terre
- 74 Le pinceau entre les dents
- 75 Cartes postales de la fête... et de Mai 68 (EDF-GDF)
- 76 Lutte Ouvrière SNCF

- 77 Le café de la Gare (SNCF Paris)
- 78 L'andouillette (Sneema Gennevilliers - Ville d'Argenteuil)
- 79 La guinguette (Sneema Gennevilliers)
- 80 Délice's Caf (CAF région parisienne)
- 81 Echecs et Marx
- 82 Couscous (SNCF Paris)
- 83 Pétaque
- 84 Mur d'escalade
- 85 Trampoline
- 86 "Regardes où tu mets tes pin-ceaux"
- 87 Sportez-vous bien (SNECMA)
- 88 Exposition aéronautique (SNECMA)
- 89 Annoncez la couleur (RATP)
- 90 Indoustand (RATP)
- 91 Le dragon révolutionnaire - restaurant chinois (AGF)
- 92 Course circuit
- 93 La coupe est pleine (Reims)
- 94 Le bilboquet
- 95 La barbouille
- 96 Saucisse cheminote
- 97 Tir à la patate (SNECMA Corbeil)
- 98 Pizza-Aïoli
- 99 Accueil Sud-Est (Grenoble, Marseille, Montpellier, Saint-Etienne)
- 100 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)
- 101 La Dolina (Alcatel Telspace Nanterre et CGA Gentilly)
- 102 Choucroute
- 103 Renseignements
- 104 Je pense donc j'essuie (jeu)
- 105 Billards électriques
- 106 Badges
- 107 Harengs de la Baltique
- 108 L'histoire du mouvement ouvrier angevin
- 109 Saumon fumé
- 110 Payez-vous leur tête (Chaffoteaux)
- 111 Spécialités tourangelles
- 112 Clap-clap
- 113 Guillaume Tell
- 114 Orienté-vous
- 115 Basket
- 116 Jeu de croquet
- 117 "Pause café" (Crédit Lyonnais)
- 118 Accueil Tours, Angers, Cholet, Poitiers
- 119 Le monde à la carte (General Motors Gennevilliers)
- 120 Jambon du Morvan
- 121 Au petit grain de folie
- 122 Accueil Normandie
- 123 Fraternité... à la menthe
- 124 Artisanat
- 125 La pêche miraculeuse
- 126 P'tit dej' et détente (BNP)
- 127 La puce rouge (Crédit Lyonnais)
- 128 Crottin chaud
- 129 Accueil Centre (Bourges, Vierzon, Nevers, Orléans, Montargis, Châteauroux, Limoges).
- 130 C'est tout bon bon
- 131 Flêchettes (Norton La Courneuve)
- 132 Beignets aux fruits
- 133 Accueil Bretagne
- 134 La gaufre de Picardie
- 135 Chamboul'tout
- 136 Tir à plomb (Alsthom Atlantique)
- 137 Jeu du footballeur
- 138 Teepee et minéraux (GEC-Alsthom La Courneuve)
- 139 La quille de six
- 140 Brochettes grecques (Air-France)
- 141 La barre aux tonneaux
- 142 Le rail de force
- 143 Tir
- 144 Tabac
- 145 Palet breton
- 146 L'entracte (Affiches Cartes Postales Esquimaux)
- 148 Vidéo
- 149 Accueil Toulouse
- 150 Crêperie bretonne
- 151 Caramba, que tortilla
- 152 Tapas froides (Laon)

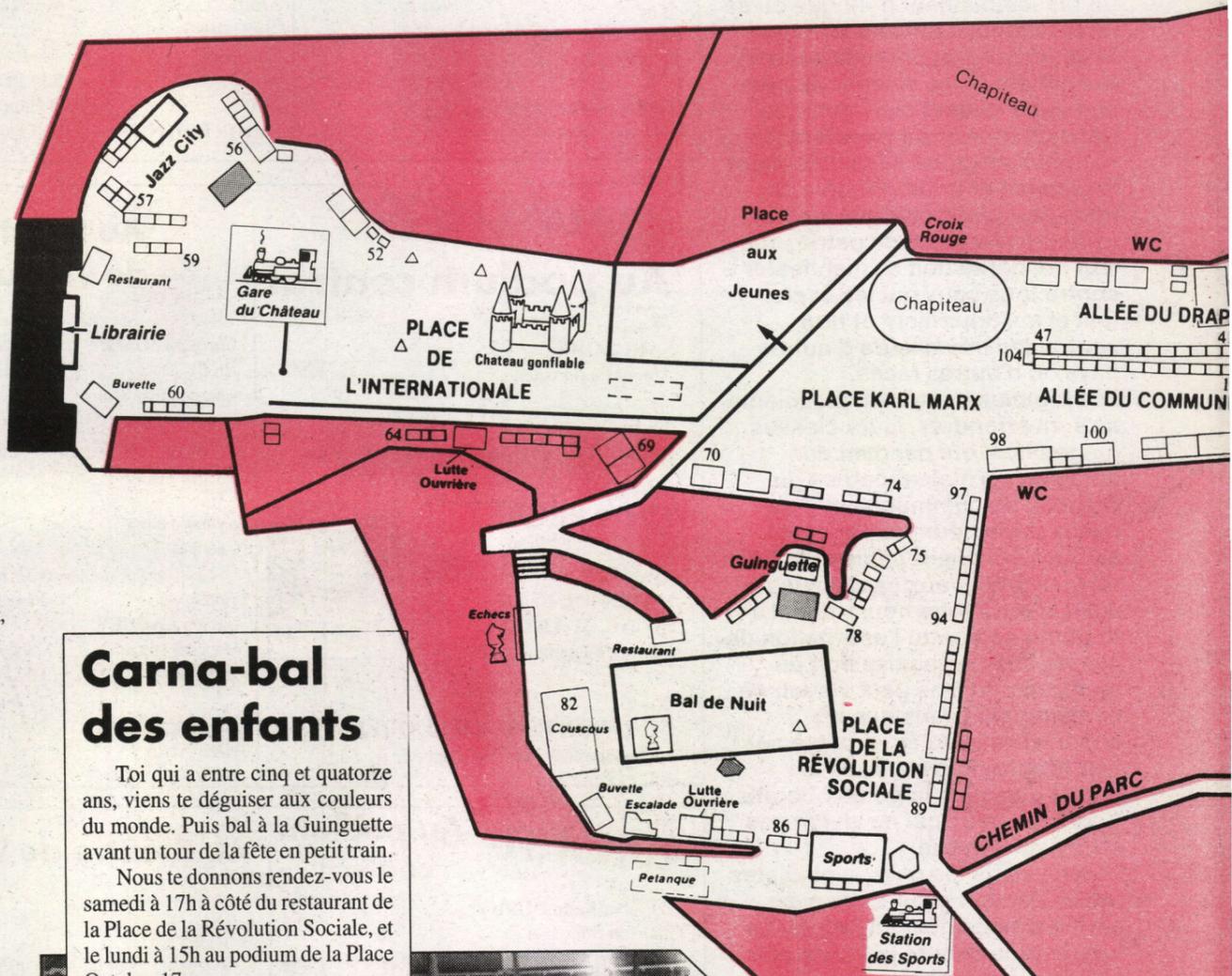
- 153 Churros y chocolate (Thomson TTE Velizy)
- 154 Renseignements
- 155 Sepia alegre
- 156 Paella valenciana
- 157 Croisons-les
- 158 Le p'tit carnaval
- 159 Tir à l'arc
- 160 A la bonne gougère (Troyes)
- 161 Soupe et coquilles St-Jacques (Cherbourg)
- 162 Billard club (PTT Tri)
- 163 Bowling (PTT tri Austerlitz)
- 164 Crêperie (Rhône-Poulenc Vitry)
- 165 Charlotte (PTT bureaux de Poste)
- 166 Brick à l'oeuf
- 167 Accueil Lyon
- 168 Tripoux auvergnats
- 169 Accueil Clermont-Ferrand
- 170 Fromages d'Auvergne
- 171 Lutte Ouvrière, toute la collec-tion
- 172 Salades libanaises (UAP Tour Assur)

- 173 Vidéo Chausson Creil
- 174 Y a d'la soie (Chausson Creil)
- 175 Y a les boules (Roussel UCLAF Romainville)
- 176 Audiovisuel
- 177 Barbe à papa (UAP Paris)
- 178 Renseignements
- 179 La boule maboule
- 180 Palais des glaces (Chèques Postaux Montparnasse)
- 181 L'Inquisition
- 182 Spécialités lyonnaises (PTT Lyon)
- 183 Artisanat Lyon

- ### LA CITÉ POLITIQUE
- 187 COFI - Workers Revolutionary Group (Australie)
  - 188 FRP (Suède) - League for a Revolutionary Party (Etats-Unis)

- 189 Battaglia Comunista (Italie)
- 190 Communist Workers Organisation (Grande-Bretagne)
- 191 ITC (Grande-Bretagne)
- 192 Cahiers Internationalistes
- 193 Il Programma Comunista (Italie)
- 194 Centre d'Information Inter-Peuples
- 195 La République Proletarienne (Etats-Unis) - Bulletin Trotskyiste (France)
- 198 LIRQI - POR (Espagne)
- 199 Partisan - Voie Proletarienne (OCML)
- 200 Bolseviki Partizan (Turquie)
- 201 Pouvoir Ouvrier - LICR
- 202 Comité de Coordination Tamoul (France)

- 203 Mouvement Communiste (Belgique)
- 204 Communist Workers Group (Etats-Unis)
- 205 Gruppe Avanti (Allemagne)
- 206 Rapports Sociaux
- 207 Liaisons Révolutionnaires
- 208 Collectif d'Agitation et de Propagande Communiste
- 209 CERMTRI
- 210 Le Menu des Isles
- 211 Combat Ouvrier (Antilles)
- 212 Spécialités haïtiennes
- 214 LIT (Ligue Internationale des Travailleurs) - LST
- 215 UCI (Union Communiste Internationaliste)
- 216 Les militants du Parti Communiste Ouvrier d'Iran a Paris
- 217 Ras-le-Front
- 218 Sosyalist Isçi (Turquie)



## Carna-bal des enfants

Toi qui a entre cinq et quatorze ans, viens te déguiser aux couleurs du monde. Puis bal à la Guinguette avant un tour de la fête en petit train. Nous te donnons rendez-vous le samedi à 17h à côté du restaurant de la Place de la Révolution Sociale, et le lundi à 15h au podium de la Place Octobre 17.



## Echec et Marx

Au stand Echecs, Place de la Révolution sociale, seront organisées des parties simultanées le dimanche et le lundi à 15 h 30. Michel Caderon jouera "en aveugle" le dimanche de 13 h à 14 h 30. Tournoi de parties éclair (blitz) tout au long de la fête.

# ds de la fête

19 Socialisme International (France) - Socialisme International (Belgique) - SWP (Grande-Bretagne)	229 OCL (Organisation Communiste Libertaire)	244 Socialismo Rivoluzionario (Italie)
20 Il Comunista (Italie)	230 Noir et Rouge	245 Spartakus Gruppe (Allemagne)
21 Le Prolétaire (PC International) - Le Prolétaire (Suisse)	231 Les Amis de Spartacus	246 Alternative Libertaire
22 Die Falken (Allemagne)	232 CNT-Région parisienne	247 Alternative Libertaire - Jeunes
23 UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes)	233 Alternative Syndicaliste	248 Parti de l'Avant-Garde Socialiste (Maroc)
24 Spécialités africaines (le Maffé)	234 FOR (Espagne)	249 Cahiers Ouvriers Socialistes (Iran)
25 JCR (Jeunesses Communistes Révolutionnaires)	235 FOR (France)	250 TLT : WIL (Grande-Bretagne) - Comrades for a Workers' Government (Afrique du Sud) - TLT (Allemagne) - TLT (Belgique)
26 Prométhée	236 Groupe Spartakus (Allemagne) - Bolshevik Tendency (Etats-Unis)	251 Revolutionary History (Grande-Bretagne)
27 RKL (Autriche) - RTL (USA) - RWP (Sri Lanka) - Spartakusbund-RS (Allemagne) - Voce Operaia (Italie)	237 Centro Studi Pietro Tresso (Italie)	252 Lotta Comunista (Italie)
	238 WRP (Grande-Bretagne) - Internationale Ouvrière pour la reconstruction de la IVe Internationale	253 Ligue Communiste Révolutionnaire
	239 Les Alternatifs	254 The Spark (Etats-Unis)
	240 Sol (Pérou)	
	241 Correspondance Révolutionnaire (Belgique)	
	243 Justice et Paix en Palestine	

## FAITES VOS COMPTES Les vignettes LO

On ne vit pas de l'air du temps... La fête est aussi l'occasion de manger une spécialité entre amis, de jouer à un stand, de s'offrir une gourmandise.

Vous pouvez bien sûr payer en francs... MAIS SI VOUS AVEZ PRIS DES "VIGNETTES" A L'AVANCE, VOUS BENEFICIEZ D'UNE REDUCTION DE 20%.

Vous pouvez tout payer (sauf le tabac, payable seulement en francs) en monnaie "Lutte Ouvrière".

Des menus à 28 F ( que vous paierez en fait 22,40 F. Si vous avez des vignettes), comprenant une entrée, un plat, un fromage et un fruit, sont servis dans le restaurant près du chapiteau et dans celui près du Chapiteau scientifique.

## C'est bête...

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses. Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près ou, mieux encore, d'éviter de l'amener, quitte à lui "rendre sa liberté" le temps d'une fête...

## Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la fête, le coupon du jour de votre carte est ramassé par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

## A la claire fontaine

"Boire un petit coup c'est agréable", mais si personne "ne roule sous la table" ce sera encore plus agréable pour tout le monde. Ceux qui voudraient rentrer avec un tonneau sous le bras, ou même des quantités moindres, sont gentiment priés de s'abstenir. Et puis, on trouve toujours de l'eau à la fête de LO ! Chaque buvette en fournit à volonté, ainsi que tous les robinets où, précisons-le, l'eau est potable.

## D... comme Drogue et inDésirable

Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en chercher d'autres... artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête ainsi que son commerce.

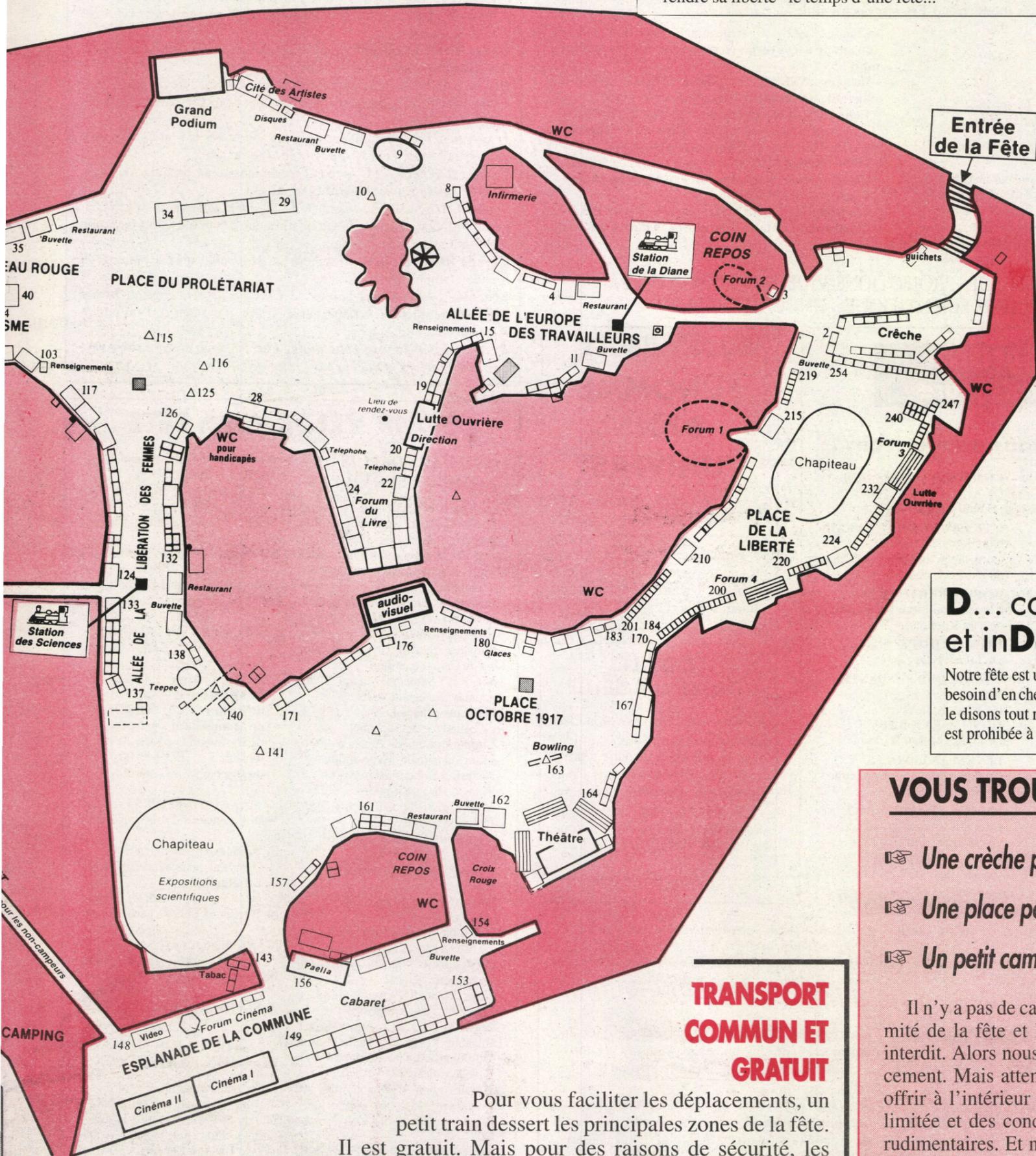
## VOUS TROUVEREZ AUSSI

- ☞ Une crèche pour les tout-petits
- ☞ Une place pour les moins petits
- ☞ Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans toute la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin...

## TRANSPORT COMMUN ET GRATUIT

Pour vous faciliter les déplacements, un petit train dessert les principales zones de la fête. Il est gratuit. Mais pour des raisons de sécurité, les enfants qui l'empruntent doivent être accompagnés.



# La Fête, c'est aussi des débats, des expositions, des films.

## AU "CHAPITEAU SCIENTIFIQUE"

### UN NOUVEAU SPECTACLE : "LES GRANDES INVENTIONS"

Un départ toutes les sept minutes pour un voyage son et lumière de trois quarts d'heure : "Quelques inventions techniques qui, entre le XVème et le XIXème siècle, eurent des conséquences importantes dans la construction des sociétés modernes d'Europe occidentale".

#### DES EXPOSITIONS

Nouvelle exposition :

- "Naissance de l'imprimerie"

Et aussi :

- "Science du chaos ou chaos dans les sciences ?"

- "Parlez-vous gaulois ? Ou pourquoi le français n'est pas du gaulois"

#### DES DÉBATS

- Pierre BODU - Archéologue, chercheur au C.N.R.S. fera une démonstration de taille d'outils en silex, et de leur utilisation.

- Jean-Paul DEMOULE - Archéologue, chercheur au C.N.R.S. : "La naissance des cités au Moyen-Orient, et plus tardivement, en Europe".

- Claude GAZIN - Chercheur en Biologie au C.N.R.S. : "100 ans de découvertes en génétique et leurs applications".

- Jacques LASKAR - Astronome, chercheur au C.N.R.S. "La lune, stabilisateur climatique de la Terre".

- James RITTER - Professeur d'histoire des Sciences à l'Université de Paris-St-Denis : "Histoire des conceptions de l'Univers, de l'Antiquité à nos jours".

- Michel ROUZÉ - Journaliste et écrivain scientifique : "L'exploitation de la misère des gens par les professionnels de l'irrationnel".

- Christiane SABOURAUD - Chercheur au C.N.R.S. : "Comment on a établi la réalité de la dérive des continents".

UN PLANÉTIARIUM... DES PROJECTIONS-VIDÉO EN PERMANENCE...  
UNE LIBRAIRIE SCIENTIFIQUE... UNE CAFÉTÉRIA...

## DANS LES FORUMS

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême-gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand direction.

Un dépliant spécial *Forums et débats* est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

## DEUX DÉBATS LO-LCR

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire débattront publiquement sous le chapiteau de la Cité Politique, Place de la Liberté, le samedi et le dimanche à 18 heures.

L'un des deux sujets aura pour thème : "Etre révolutionnaire aujourd'hui". Le second sera annoncé ultérieurement.

## AVEC DES ÉCRIVAINS, DES JOURNALISTES, DES HISTORIENS

Ont d'ores et déjà annoncé leur participation à notre fête :

Gilbert BADIA, auteur de *Clara Zetkin, féministe sans frontières* (Editions Ouvrières).

Pierre BROUÉ, auteur d'un livre à paraître sous peu sur Léon Sodov (Editions Ouvrières).

Didier DAENINCKS, auteur de *Zappinge*, sur la télévision.

Alain BROSSAT, auteur de *Les tondues de la libération* (Editions Many).

Jean-Luc EINAUDI, auteur de divers ouvrages et témoignages sur la guerre d'Algérie, présentera un film sur le sujet.

Gaston HAUSTRATE, auteur d'un roman sur la Commune de Paris, *N'oublie jamais, Nicolas* (Editions Aleas).

André L'HÉNORET, auteur de *Le clou qui dépasse*, un témoignage sur le Japon d'en bas, la vie quotidienne des petites gens au Japon (Edition La Découverte).

Claude PENNETIER présentera *Le Maître*, ou Dictionnaire du mouvement ouvrier.

François SALVAING auteur de *Une vie de rechange* et Maïté PINERO animeront un débat sur les trafics d'organes et d'enfants en Amérique du Sud.

Et nous organiserons, cette année encore, avec divers auteurs de romans policiers, un débat sur "le polar"...

## CINÉMA PERMANENT pendant les trois jours

### Les films que vous pouvez voir...

#### LA CRISE

De Coline Serreau  
Avec Vincent Lindon et Patrick Timsit

#### RIENS DU TOUT

De Cédric Klapisch  
Avec Fabrice Luchini.

#### CONFESSION D'UN BARJO

De Jérôme Boivin  
Avec Richard Bohringer, Anne Brochet et Hippolyte Girardot.

#### BEAU FIXE

De Christian Vincent

#### LA JOIE DE VIVRE

Comédie de Roger Guilloit  
Avec Michel Bouquet

#### LA SENTINELLE

D'Arnaud Desplechin

#### DIEU VOMIT LES TIEDES

Drame de Robert Guediguian

#### VIVE LA SOCIALE

Comédie "sociale" de Gérard Mordillat  
Avec Yves Robert

#### LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS

De Paul Carpita.

#### UNE ETRANGERE PARMIS NOUS

Comédie policière américaine  
de Sidney Lumet

#### BOB ROBERTS - V.O.

Comédie politique américaine  
de Tim Robbins

#### CITY OF HOPE

De John Sayles

#### UNE VIE INDEPENDANTE - V.O.

De Vitali Kanevski

#### HUSH-A-BYE BABY

Drame de Margo Harkin

#### LES ENFANTS VOLES - V.O.

Comédie dramatique italienne  
de Gianni Amelio

#### SAMBA TRAORE - V.O.

Comédie dramatique de Idrissa  
Ouedraogo - Burkina Faso

## AUDIOVISUEL

### "L'HOMME DANS L'UNIVERS"

C'est le titre du diaporama en multivision qui sera projeté en permanence pendant toute la fête (durée 35 minutes). Il sera également projeté en plein air, sur écran géant, au Théâtre de Verdure, les samedi soir et dimanche soir.

### TOUT LO DANS UN SEUL

Au stand Lutte Ouvrière de la Place Octobre 17, vous pourrez consulter toute la collection de notre journal, celle de l'hebdomadaire Voix Ouvrière de décembre 1962 à mai 1968. Vous pourrez aussi acheter des numéros anciens et le "Journal de l'année" 1992.

## POUR VENIR À LA FÊTE

### DES CARS DEPUIS DE NOMBREUSES VILLES

Des départs collectifs, en cars voire en trains spéciaux, sont programmés à partir de nombreuses villes. La liste que nous publions ci-dessous est sans doute encore incomplète et vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires auprès de nos militants.

- Orléans : Samedi 29 mai à 8h, gare SNCF d'Orléans (N 20)

- Bourges : Samedi 29 mai à 6h, parking du Centre nautique

- Vierzon : Samedi 29 mai à 6h 30, face au lycée technique (N20)

- Le Mans : Samedi 29 mai à 8h, au jet d'eau place des Jacobins

- Limoges : Samedi 29 mai à 4h 30, parking du parc des Expositions

- Nevers : Samedi 29 mai à 6h 30, parking de la gare routière

- Montargis : Samedi 29 mai à 8h, parking de la gare SNCF

- Clermont-Ferrand : Samedi 29 mai à 7h, gare routière

- Rouen : Samedi 29 mai à 9h, gare routière

- Lyon : Samedi 29 mai à 5h 30, place Bellecour coté Saône

- Grenoble : vendredi 28 mai à 23 h, gare routière (près gare SNCF)

- Châteauroux : samedi 29 mai à 6h, gare routière

- Lille : Samedi 29 mai à 6h, place J-B Lebas, angle rue Gosselet

Samedi 29 mai à 9h, même endroit

Dimanche 30 mai à 7h, même endroit

- Dunkerque : samedi 29 mai à 7h 45, place Bolaert

- Rennes : samedi 29 mai à 7h 30, gare routière

- Brest : samedi 29 mai à 5h 30, gare SNCF

- Saint-Brieuc : Samedi 29 mai à 7h 15, gare routière

- Angers : samedi 29 mai à 8h, place Saint-Serge

- Saint-Nazaire : samedi 29 mai à 6h, place de la Gare

- Nantes : samedi 29 mai à 7h, Haluchère

- Nancy : samedi 29 mai à 7h, place de la Croix de Bourgogne

- Metz : samedi 29 mai à 7h 45, Gare SNCF (coté départ)

- Marseille : vendredi 28 mai à 20h 30, gare routière St-Charles

- Montpellier : vendredi 28 mai à 20h 30, parking des Arceaux

### ET DEUX "TRAINS ROUGES" !

• A L'EST

Départs samedi 29 mai :

de Strasbourg : 4h 29

de Mulhouse : 5h 30

de Belfort : 6h 00

de Montbéliard : 6h 30

de Besançon : 7h 30

de Dôle : 8h 00

de Dijon : 8h 30

• AU SUD-OUEST

Départs vendredi 28 et samedi 29 mai :

de Toulouse : 23h 15, gare

Matabiau (vendredi 28 mai)

de Montauban : 23h 42

(vendredi 28 mai)

de Bordeaux : 5h 30, gare St-Jean

(samedi 29 mai)

d'Angoulême : 6h 41

(samedi 29 mai)

de Poitiers : 7h 37

(samedi 29 mai)

de St-Pierre-des Corps : 8h 28

(samedi 29 mai)

### DE PARIS ET RÉGION PARISIENNE :

La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars est mise en place à partir de la porte de la Chapelle durant les trois jours. Départs tous les quarts d'heure environ, et chaque heure durant la nuit de dimanche à lundi.

### Les projections à "l'espace vidéo"

*La vraie vie (dans les bureaux)* de Jean Louis COMOLLI  
*Visages du mouvement ouvrier* de Bernard BÉSSAT

*17 octobre 1961, une journée portée disparue*  
*Le dos au mur (la grève à l'Alstom en 1979)*  
*Des vidéos sur l'Europe, la Palestine, l'Espagne 1936, l'Afrique du Sud, le stalinisme...*

## DÉBATS AU FORUM CINÉMA

Gérard MORDILLAT, réalisateur, à l'issue de la projection de son film "VIVE LA SOCIALE".

Jean-Pierre THORN (réalisateur du *Dos au mur*), sur les difficultés du cinéma indépendant. Les représentants de l'association "Les pieds dans le P.A.F.", sur les reality-shows à la télévision.

Le programme complet des deux cinémas (de 200 places chacun) et de l'Espace Vidéo, avec les horaires des films et des débats sera à votre disposition à la fête

Jean Louis COMOLLI, réalisateur, à l'issue de la projection de son reportage (*La vraie vie dans les bureaux*), tourné à la Sécurité Sociale (CRA-MIF)

Jean Luc EINAUDI, historien, à propos du film *Octobre 1961, une journée portée disparue*, sur la répression des manifestations algériennes à Paris.

Bernard BÉSSAT, réalisateur, à l'issue de sa vidéo *Visages du mouvement ouvrier*

La prise d'otages de Neuilly

# LES MINISTRES SE PRENNENT POUR ZORRO

Charles Pasqua et Edouard Balladur n'ont pas manqué leur arrivée pour la photo, à la fin de la prise d'otages de Neuilly, samedi matin. Ils sont arrivés au bon moment pour distribuer les félicitations et se féliciter eux-mêmes. Il faut dire que, l'événement ayant été très largement couvert par les médias, qui en ont suivi et fait suivre à tout le pays le déroulement heure par heure pendant deux jours, c'était l'occasion de profiter de l'émotion suscitée pour se forger une image de Zorro volant avec succès au secours des enfants innocents.

Pasqua n'a guère fait dans la nuance en parlant d'"heureux dénouement", alors que les hommes du RAID n'ont pu neutraliser le preneur d'otages sans l'abattre. Certes on n'a pas assisté à un nouveau Waco, et les otages ont pu être libérés sains et saufs, mais la presse rappelait que le RAID lui-même considère qu'il a subi un échec quand il ne réussit pas une mission sans mort d'homme. Pour les besoins de sa cause, Pasqua a jugé qu'il

valait mieux minimiser la chose au point de déclarer pudiquement que le preneur d'otages avait été "neutralisé". C'est le moins qu'on pouvait dire.

Mais évidemment si Pasqua et Balladur s'attribuent tout le mérite de la décision d'intervenir — Balladur a à nouveau déclaré lundi 17 mai au *Monde* que "le gouvernement a agi avec cohésion et efficacité" — ils laissent aux exécutants la responsabilité des "détails".



Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy député-maire de Neuilly : ils étaient tous là...

Ils ne sont pas les seuls à ne pas avoir oublié de soigner leur publicité à cette occasion. Le ministre de l'Education nationale, François Bayrou, est lui aussi arrivé sur les lieux le samedi matin et se pose en grand protecteur de l'institutrice héroïne de ces journées. Quant à Nicolas Sarkozy, le député de Neuilly ministre du Budget, il a tenu la vedette tout du long. Il a pour-

tant dû laisser au bout de quelques heures la place de négociateur avec le preneur d'otages, celui-ci n'ayant plus confiance, après un coup fourré de Sarkozy qui n'a pas respecté ses engagements sur la somme versée en échange de la libération de quelques enfants. Mais, à défaut de bon sens, Sarkozy doit avoir un bon service de presse.

Bref, le gouvernement a tiré tout le profit possible de ce fait

divers lamentable. Il lui faut bien trouver de quoi empêcher à bon compte sa cote de popularité de chuter trop vite avec les séries de mesures impopulaires qu'il a prises et s'apprête encore à prendre. Alors, pourquoi ne pas faire feu de tout bois et profiter de ce que "le cœur de la France entière ait battu à l'unisson", comme le dit Balladur, pour se faire un peu de pub ? C'est toujours ça de pris !

Dominique CHABLIS

## Hassan II à "Sept sur Sept"

### UN DÉTAIL DE TROP



Invité à 7/7, Hassan II, qui voudrait manifestement redorer son image de marque plutôt ternie par les révélations faites ces derniers temps sur les bagnes et le régime policier qu'il fait régner au Maroc, est apparu semblable à lui-même : un despote imbu de lui-même et de son prétendu pouvoir de droit divin.

C'est par le mépris qu'il a répondu aux questions : les 92 % de "oui" au récent référendum sur la Constitution, alors que toute l'opposition prônait l'abstention, sont selon lui la preuve "qu'ils n'ont pas empêché physiquement les leurs d'aller voter" ; il n'a pas nié que le ministre de l'Intérieur est aussi ministre de l'Information, mais a dit que "ça va changer". Et puis le budget de l'Information est si petit qu'il n'avait d'autre choix que d'émarger à celui de l'Intérieur qui, cela va sans dire, est particulièrement riche. Mais à part ça, les droits de l'homme

sont respectés au Maroc ! Le bague de Tazmamart a été rasé ; quant à celui de M'Gouna, il n'existe pas, c'est "un centre touristique", "la Cité des roses". Hassan II avait pareillement menti dans une précédente émission il y a quelque temps, avant que finalement on apprenne qu'il s'était décidé à raser le bague de Tazmamart. A quand la destruction du bague de M'Gouna ?

Et puis Hassan a finalement piqué sa petite colère lorsqu'a été évoquée l'enquête récente d'Amnesty International dénonçant les nombreux disparus et les 600 prisonniers politiques. "Amnesty International n'est qu'une vieille boîte défraîchie, un repaire de gauchisants, fondé par un Irlandais aigri", qui a surtout le grand tort, comme il l'a dit, "de venir fourrer son nez dans nos affaires". Quant aux disparus, c'est à ceux qui en parlent de venir prouver qu'ils existent et de les retrouver ! Bref, un

monarque de droit divin n'a tout de même de comptes à rendre à personne et, d'ailleurs, il n'est "qu'un petit épicier qui ne fait que dans le détail en matière de disparitions". Le Pen a fait école outre-Méditerranée. Pas seulement en matière de déportation. Car, pour le roi, les Marocains qui demandent la nationalité française ont tort car ils ne pourront pas s'intégrer. Pas question qu'ils lui échappent, même à l'étranger !

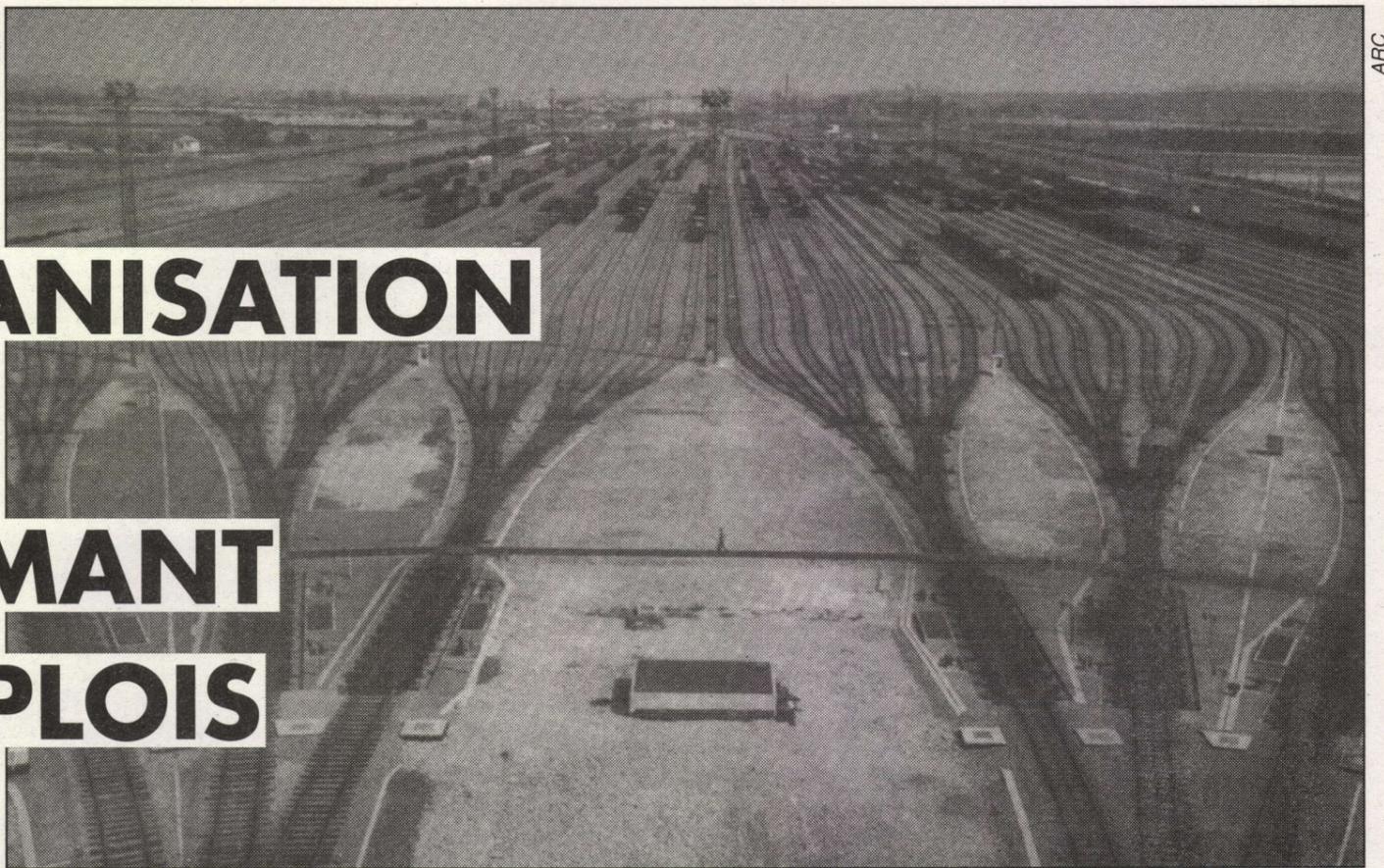
Mais Hassan II n'a pas que des ennemis. Il a ses bons amis en France, tous ces ministres anciens et futurs qui, de Bérégovoy à Pasqua, ont défilé dans son palais. Et puis il y a aussi Bouygues, qui lui est bien redevable de quelques invitations à TF1, après tous les grands travaux que lui a commandés Sa Majesté, entre autres la mosquée de Casablanca. Au cas où ce passage à 7/7 n'aurait pas été assez probant, il a le droit de revenir comme invité principal dans un prochain "Sacree Soirée". A moins que ce soit dans l'émission "Perdu de vue" : pour le roi des disparus, ça s'impose !

C.B.

**SNCF**

# RÉORGANISATION

## ... EN SUPPRIMANT DES EMPLOIS



ARC

La SNCF a rendu public le 4 mai son projet de réorganisation territoriale qui, à partir du 1er janvier 1995, substituerait au découpage actuel en 23 régions, une organisation en douze interrégions.

La direction ouvre aujourd'hui une prétendue concertation sur ce projet, qui prévoit de nombreuses suppressions d'emplois. Il

ne faut d'ailleurs pas attendre janvier 1995 pour le vérifier : la récente fusion de deux régions SNCF, celle de Metz et celle de Nancy, l'a montré. Selon la CFDT, les effectifs de celles de Metz et de Nancy sont passés de 946 agents en 1988 à 600 en 1992, après la fusion... Dès 1991 d'ailleurs, la direction générale présentait la dimi-

duction du nombre des régions comme une "piste d'amélioration de la productivité". Elle chiffrait de 200 à 300 le gain d'emplois par région supprimée.

Dans la réorganisation préparée par la direction SNCF, tous les agents sont concernés, y compris les cadres et agents de maîtrise, qui avaient été à peu près

totallement épargnés jusqu'à présent. L'adoption d'entités régionales plus vastes permettrait à la direction d'imposer une plus grande mobilité au personnel sous prétexte de suppressions d'établissements. A l'avenir, un chef de gare de la côte basque pourrait se voir offrir un poste à Châtellerauld, et un ouvrier de l'Atelier du maté-

riel de Vitry, en région parisienne, un poste à Saint-Pierre-des-Corps.

Le projet vise seulement, selon la direction SNCF, à "rendre plus efficace son appareil de production". Les cheminots, eux, n'ont pas intérêt à la laisser réorganiser sur leur dos.

Correspondant LO

## Région Tours : UNE "RÉGION" — EN MOINS ET BEAUCOUP D'EMPLOIS —

Dans le cadre du projet de réforme de l'organisation territoriale SNCF, la direction générale supprimera la région SNCF de Tours. La région administrative Centre (Tours, Orléans) constituera, avec le territoire de l'ancienne région SNCF Paris Rive Gauche (Montparnasse et Austerlitz) située en Ile-de-France, l'interrégion "Centre - Paris rive gauche" dont le siège se trouverait à Paris.

Pour le personnel des divisions régionales, la "concertation" ouverte par la SNCF est une concertation bidon. "Tout est déjà arrêté". Et ce ne sont pas les démentis réguliers du directeur de région, Géron, alors que le projet était en préparation, qui pourraient permettre de croire le contraire.

Tout le monde — y compris les maîtrises et cadres — est bien conscient que le but

de la direction générale SNCF dans cette nouvelle organisation est de pratiquer le maximum de suppressions d'emplois.

En effet, le siège régional actuel de Tours emploie 520 salariés et celui de Paris Rive Gauche 654. Leur organisation est identique. Bien sûr, la SNCF s'engage à maintenir des services à Tours, mais il est évident qu'elle ne maintiendra pas deux services identiques dans l'un et l'autre siège.

La direction s'était déjà attaquée aux effectifs des divisions régionales ces derniers temps. C'est ainsi que de nombreuses tâches administratives réalisées au siège de région ont été décentralisées dans les établissements (ateliers, dépôts, gares). La filière administrative avait donc déjà subi une première attaque, aujourd'hui le projet

en cause prépare une coupe claire dans les effectifs.

Les emplois visés sont pour moitié des emplois de maîtrise et cadres. Car si jusqu'à aujourd'hui les suppressions d'effectifs chaque année n'entraînaient pas la diminution du nombre de cadres, il semble bien cette fois-ci que la SNCF ne va pas les ménager. Puissent les cadres en tirer la conclusion que leur camp est celui des autres salariés !

Dans cette affaire, tout le personnel est concerné, pas seulement celui du siège régional. L'adoption d'entités régionales plus vastes permettra à la direction une plus grande mobilité dans la gestion du personnel, que ce soit à l'occasion des promotions des maîtrises ou des reclassements lors des suppressions d'établissements.

Tous les cheminots ont

intérêt à s'opposer à cette réorganisation territoriale de l'entreprise: pas parce qu'ils auraient à se préoccuper de la manière dont la SNCF organise ses états-majors régionaux, mais bien parce qu'il s'agit de supprimer des effectifs et d'aggraver ainsi les conditions de travail. D'ailleurs en corollaire à cette réorganisation, la direction a annoncé qu'il ne devrait plus y avoir d'établissements de moins de 800 salariés, ce qui veut probablement dire à Tours la fusion des sections équipements et le rattachement de l'Entretien des Aubrais à l'atelier de Saint-Pierre.

L'ironie du sort a fait qu'au lendemain de l'annonce officielle du projet, 450 cheminots de la région étaient réunis pour le colloque de clôture des GARP (groupes d'animation de la

réflexion préalable au plan d'entreprise). L'un des participants — bien que les questions et réponses aient été préparées à l'avance — a déclaré en se faisant applaudir : "On a planché à contresens. Mais peut-être que les régions ne sont pas du ressort du GARP ?".

Enfin, la SNCF dans sa lettre de présentation aux médias dit clairement qu'elle souhaite "rendre plus efficace son appareil de production". Il n'y a donc pas de mystère, il s'agit de supprimer des effectifs, même si à Tours le directeur promet encore qu'il n'y aurait pas de suppression d'emplois car la SNCF "délocaliserait" des emplois de la direction situés à Paris.

Voilà un projet qui mérite bien une réaction des cheminots.

Correspondant LO

Michelin

4 850 suppressions d'emplois d'ici 1994

# 6<sup>e</sup> PLAN DE LICENCIEMENTS

Mardi 18 mai, les travailleurs de Michelin à Clermont-Ferrand étaient appelés par la CGT et la CFDT à un débrayage pour protester contre le sixième plan de licenciements qui prévoit, d'ici fin 1994, 4 850 postes de travail en moins sur l'ensemble des sites en France, dont 2 950 licenciements. Cette fois encore, la métropole auvergnate, où se trouvent les principales usines et le siège de la Manufacture, sera la plus touchée, avec 1550 travailleurs qui, d'une façon ou d'une autre, devront partir d'ici 18 mois.

Quand, vendredi 7 mai au matin, la maîtrise a rassemblé les travailleurs dans toutes les usines, les ateliers et les services, pour leur annoncer les décisions patronales, personne n'a été vraiment surpris car, depuis des mois, tout un climat de pressions, de rumeurs sur les dates et le nombre de futurs chômeurs était entretenu par la

Comme s'il voulait faire oublier que les plus bas salaires dans ses usines sont nettement en dessous : combien d'ouvriers et d'employés qui, avec 15 à 20 ans de présence, gagnent péniblement 7 000 F mensuels ?

Ainsi deux poids, deux mesures : envers les actionnaires, tout sucre, tout miel, pour leur annoncer les bénéfices. Tandis que pour les travailleurs, c'est le langage de la menace et de l'austérité. Pas question d'augmenter les salaires, ni de libérer les équipes du travail le samedi, une fois sur trois.

Quant au chômage partiel, c'est devenu un système à grande échelle chez Michelin. Depuis novembre 1992, ce fut de un à trois jours pour quelques centaines d'ouvriers, puis une semaine, ou dix jours sur deux mois, puis par vague : pour un millier, puis 5 000 d'un coup en mars et avril, encore 1 200 en mai et juin. Y compris ce qui a tant surpris les journalistes : des cadres qui ont dû signer une "déclaration de contribution de solidarité volontaire"... avec la direction, pour se faire amputer, eux aussi, de 5 à 7 % de leur salaire.



avec un vocabulaire élégant. On ne met jamais un travailleur à la porte, mais on "applique un plan de redressement et d'adaptation des effectifs". On ne parle pas de l'arbitraire qui amène la maîtrise et l'encadrement à désigner tel ou tel sur une liste ; on dit "du personnel désigné pour des départs non volontaires". Et il y a belle lurette que des balayeurs, pardon, des "techniciens de surface", ont été remplacés par des intérimaires en sous-traitance.

Ce sixième plan ressemble

pas les exigences du marché, c'est vraiment jeter au feu ses indemnités de licenciements. D'ailleurs, il y en a si peu pour tenter l'aventure de se mettre à son compte que c'est une façon déguisée, comme pour les mutations, de licencier en cas de refus. Car pour les mutations, en dehors peut-être de quelques cas, combien de travailleurs peuvent accepter d'aller vivre dans n'importe quelle ville où il y a une usine Michelin, en quittant la maison, ses attaches multiples ? Cela

à la commande... A l'usine des Gravanches (la SMTG), les équipes travaillent en continu, week-end compris, "pour satisfaire au bon fonctionnement des ordinateurs", comme dit Michelin.

La conjoncture a bon dos. C'est la soif de profits qui guide Michelin, comme tous les capitalistes. Et il ne le cache même pas : tout souriant avec ses chers actionnaires et gros clients pour leur annoncer, malgré la crise, la concurrence et un endettement de plusieurs mil-

## ...ET TOUJOURS PLUS DE PROFITS

direction. Celle-ci prétendait pourtant face aux journalistes et aux syndicats qu'il n'était pas question d'un autre plan de licenciements.

Michelin lui-même a contribué à renforcer ce climat d'inquiétude passive, en alternant les propos paternalistes traditionnels et les fausses promesses sur la garantie de l'emploi et sur l'importance du chômage partiel.

Lors de son interview sur France-Inter il y a à peine un mois, François Michelin, qui se livre rarement aux médias, a repris le refrain classique de la crise : selon lui, les "difficultés éprouvées par la Maison", la "conjoncture toujours défavorable", les exigences des clients, tout montre que ça va mal, et il faut que les travailleurs (avec leur petit salaire) se sentent solidaires de la direction. Michelin aurait dû faire du théâtre : avec des trémolos dans la voix, il raconte très sérieusement qu'il ne comprend pas, lui, le grand bourgeois milliardaire, comment un ouvrier peut vivre avec 8 000 F par mois !

Ainsi Michelin a fait les poches de plus de 9 000 de ses salariés, en abaissant leur salaire de 400 à 600 F, voire 1 000 F ou plus, quand il s'agit de techniciens, d'ingénieurs ou de l'encadrement.

Et comme si cela ne suffisait pas encore, outre le chômage partiel et le 6e plan de licenciements, Michelin annonce dès maintenant que si, sur les 1 900 mutations internes escomptées, il n'avait pas assez de demandes, ce seraient des licenciements secs pour "surplus d'effectifs par rapport aux postes disponibles". Cela sonne mieux que de parler vulgairement de "dégraissage". Dans la "Maison", on parle toujours

beaucoup aux précédents, et il a reçu l'approbation du nouveau gouvernement, comme les gouvernements socialistes l'avaient fait. L'Etat continuera donc d'allonger des milliards de francs pour aider Michelin et ses actionnaires à payer la note : 1 700 travailleurs devraient partir en FNE, s'ils ont entre 55 ans et 56 ans deux mois. Dans le climat actuel, ce ne sont sûrement pas les moins mécontents de partir. Un millier sont supposés être volontaires pour démissionner et tenter de refaire leur vie "en fondant une entreprise", après quelques stages de recyclage et une aide financière dérisoire. Obligés d'emprunter, ne connaissant

n'a rien à voir évidemment avec les mutations professionnelles des hauts cadres de la bourgeoisie, préfets, diplomates, qui bénéficient à chaque mutation d'avantages considérables : avancement, tous frais pris en charge, appartement luxueux, gain en salaire.

Les effectifs ont littéralement fondu, à l'image des anciennes et grosses concentrations ouvrières comme chez Renault ou Peugeot : fin 1980, la Manufacture, ensemble des sites en France, employait 53 000 salariés, dont 30 000 à Clermont-Ferrand. En douze ans, plus de 20 000 emplois ont disparu. Il reste 30 000 "Bibs" en France, dont 16 500 à Clermont, et à peine 14 000 prévus fin 1994 ; 125 000 dans le monde entier, avec des usines du Canada à la Corée, du Brésil au Japon. La productivité a augmenté de 4 % par an, depuis dix ans et il est question de mettre en place des "îlots de production", des petites équipes de 20 à 30 personnes qui seront chargées de faire fonctionner des machines très perfectionnées, capables de produire des pneus

liards de dollars, malgré tout cela, des bénéfices : 80 millions de francs net pour 1992, jugée pourtant "année noire pour l'entreprise". Mais il change de ton pour menacer les travailleurs. C'est "un véritable drame pour lui" de faire quitter l'usine "à ses fidèles serveurs", parce qu'il doit absolument réaliser 3,5 milliards de francs d'économies en deux ans !

A part ça, le gouvernement Balladur, à peine installé, est déjà aux petits soins pour Michelin. Giraud, le ministre du Travail et de l'Emploi, a déclaré qu'il s'attend à ce que "la direction de Michelin et les partenaires sociaux seront attachés à pousser, comme par le passé, la concertation le plus loin possible... dans le souci de limiter l'aggravation du chômage et l'épreuve des familles".

Quelle hypocrisie que cette concertation à sens unique ! Il n'y a que les profits de Michelin que le ministre n'a vraiment pas le souci de limiter !

Correspondant LO



A/c François Michelin : à la tête d'une dynastie qui accumule les profits

# TGV-Nord

## On n'arrête pas le progrès... des prix

R. Gaillarde / Gamma



Le TGV Nord entre en service le 23 mai. Pour l'instant, pour cause de travaux pas totalement terminés dans la banlieue lilloise, le trajet Paris-Lille (dix aller-retour par jour) se fera en 80 minutes (au lieu des deux heures minimum nécessaires jusqu'à présent). A partir du 26 septembre prochain, 60 minutes suffiront et seize aller-retour quotidiens seront assurés. L'entrée du tunnel sous la Manche (Calais-Fréthun) sera alors atteinte en 1 heure 50 (même si la liaison avec Londres n'est pas annoncée avant le printemps 1994) et les perspectives de développement vers Bruxelles se profilent à l'horizon 1996. Bref, avec la SNCF, le progrès est en route à grande vitesse... Mais malheureusement les prix aussi.

Car ce TGV Paris-Lille affiche de nouveaux prix de trajet exorbitants. Par exemple, pour une distance équivalente de 220 km, l'abonnement (forfait mensuel libre circulation) sur le TGV Atlantique (qui n'est déjà pas donné) entre Paris et Tours revient à 2 758 F. Or sur le TGV Nord l'abonnement équivalent, dit "Temporis", en seconde classe, limité à 40 tra-



ARC

jets mensuels, réservés à l'avance, coûte 4 000 F ! Autre exemple rapporté par le quotidien *Libération* : jusqu'à présent, un "modulopass" sur le trajet Paris-Lille coûte 138 F par mois et donne droit à 50 % de réduction sur tous les billets achetés. Chaque voyage est ainsi acheté 80 F. Total : 778 F pour quatre aller-retour en quatre semaines. A partir du 23 mai et de l'entrée en service du TGV Nord, quatre semaines d'abonnement représenteront 1 240 F et chaque voyage 53 F. Nouveau total : 1 664 F ! Ceux qui ne seront pas contents pourront toujours ne pas voyager en TGV... même si, quotidiennement, le nombre des trains "ordinaires", dans les deux sens, passera de 13 à 4 !

En somme, le TGV Nord, c'est un temps de trajet diminué par deux, certes, mais surtout des prix multipliés par deux et un service dégradé pour tous ceux qui ne pourront pas suivre le... progrès des tarifs.

L. P.

# TGV-Sud-Est

## La technique en panne

Dimanche 16 mai, 500 voyageurs du TGV Sud-Est partis de Paris en direction de Nice sont restés bloqués en rase campagne, près de Tonnerre (Yonne), entre 14 heures 20 et 19 heures 24. Soit 5 heures d'attente, particulièrement pénibles l'après-midi, lorsque le soleil tapant sur les voitures du TGV les transformait en marmites norvégiennes à l'intérieur desquelles les passagers étaient condamnés à mijoter doucement... au risque de se déshydrater complètement, d'être pris de malaises, de panique.

La SNCF explique le refus d'ouvrir les portes par les risques entraînés pour les voyageurs descendant sur des voies où les trains circulent à 260 km à l'heure. Heureusement, l'affaire ne s'est pas soldée par trop de dégâts, des voyageurs réussis-

sant à briser des vitres et les secours aux passagers arrivant sur place... près de trois heures après la panne, toutefois. Après protestations des passagers, la SNCF a décidé de rembourser les billets, ce qui est tout de même la moindre des choses !

Comment un tel accident ("défaut d'alimentation électrique de la motrice entraînant l'arrêt du circuit de traction et du système de climatisation") a-t-il pu arriver à cette petite merveille technologique qu'est paraît-il le TGV ? La SNCF reste, pour l'instant du moins, très discrète, se contentant de déclarations publiques en forme de lapalissades : "le problème est d'origine électrique", il "concerne la motrice" et comme "plus on envoie d'électricité, plus ça va vite" (!), moins on en envoie, plus ça s'arrête... et la climatisation aussi s'arrête, avec une température qui grimpe alors rapidement vers les 40 degrés et plus.

En somme, pourquoi il y a eu panne, mystère. Mais pour la direction SNCF, une chose est d'ores et déjà certaine : ce n'est pas de sa faute.

Les cheminots qui travaillent aux ateliers d'entretien des rames TGV et connaissent les conditions dans lesquelles les visites d'entretien sont pratiquées seront probablement d'un autre avis...

L. P.

# Hôpital de Montargis

## COMMENT FAIRE PLUVIEUX AVEC DU NEUF !

Inauguré en mars 1993, ouvert en avril, le nouveau centre hospitalier de l'agglomération de Montargis a été inondé vendredi 30 avril, suite à un violent orage.

L'hôpital a été construit sur un terrain en cuvette, avec des services en contrebas. Les risques d'inondation étaient donc prévisibles. D'ailleurs les autorités du district se posaient la question depuis deux ans : le jour où il y aura un gros orage, qu'est ce que ça va donner ? Inquiétude d'autant plus justifiée... que ces mêmes autorités avaient décidé de faire l'économie d'un système de pompage des eaux pluviales en cas d'orages importants !

Eh bien maintenant, on sait ce que ça donne : tous les services qui se trouvent en contrebas, à savoir les urgences, la réanimation, les services de radio, la lingerie et les archives, ont été inondés. Il y avait jusqu'à 15 centimètres d'eau par endroit. Il a fallu construire des murs avec des draps et du plâtre médical pour endiguer l'eau chargée de boue qui pénétrait partout, dans les urgences, dans les fosses des ascenseurs.

L'eau boueuse et sableuse a bouché le système d'évacuation pluviale déjà trop léger. S'il pleut de nouveau violemment avant que les réparations soient faites, c'est tout l'hôpital qui risque d'être inondé.

Tous les malades ont pu être évacués à temps et, cette nuit-là, le personnel a travaillé jusqu'à 4 h du matin.

De l'eau infiltrée par les toits a même

fait s'écrouler des faux plafonds. Cet hôpital a été construit à l'économie. Il fallait faire au plus vite et au moins cher. La réparation des dégâts coûtera en matériel et en main-d'œuvre certainement plus cher que n'aurait coûté la mise en place d'un système correct d'évacuation des eaux au moment de la construction.

Et on ne peut s'empêcher de penser que, si tout le reste a été construit selon le même principe, il y a du souci à se faire pour les malades et le personnel qui travaille là.

Correspondant LO



ARC

# "LE ROMAN DE MONSIEUR DE MOLIÈRE"

de Mikhaïl Boulgakov

Ce petit livre, qui se lit effectivement comme un roman, fut écrit au cours des années 1932-1933 à Moscou. On peut être surpris que le meilleur ouvrage jamais écrit sur la vie de Molière soit l'œuvre d'un écrivain russe, mais c'est le cas, au point d'ailleurs qu'il servit de trame à Ariane Mnouchkine pour la réalisation de son film sur Molière. Boulgakov, passionné de théâtre, mais censuré, relégué à d'obscurs emplois d'assistant-moucheur de chandelles au Théâtre d'Art et au Bolchoï, à défaut de pouvoir monter ses pièces, devait se trouver pas mal d'affinités avec le personnage de Molière qui fut, on le sait, victime de multiples cabales, même au sommet de sa gloire.

Ce "roman" nous montre, non pas un Molière génial, homme de tous les succès, mais un homme à l'esprit indépendant qui dut se battre toute sa vie, pour exprimer ce qu'il avait à dire, dans un petit monde où régnaient la flatterie et l'esprit courtisan.

Fils du tapissier du roi, prédestiné à mener une vie de bourgeois à l'aise, le jeune Jean-Baptiste Poquelin était né poète et tout gamin se passionna pour le théâtre.

L'illustre Théâtre qu'il fonda d'abord n'eut d'illustre que son nom et croula sous les dettes. Son père le sortit de prison, et le voilà parti sur les routes avec ceux de sa troupe qui voulurent bien le suivre.

De ces voyages en province, Boulgakov ne dit pas grand-chose ; l'histoire n'en a pas laissé trop de traces, sinon que Molière finit par émerger une dizaine d'années plus tard, à Lyon, où il triompha cette fois avec quelques-unes de ses premières comédies. Jusqu'au jour où une farce de sa composition, *Le Docteur amoureux*, fit pleurer

de rire Louis XIV.

Fort de l'appui du roi, les pièces de Molière se firent plus hardies. Il s'attaqua à bon nombre de travers sociaux, à la pédanterie et au conformisme des médecins, aux barbons voulant contraindre des jeunes filles à les épouser et, avec moins de bonheur dirons-nous, aux femmes se piquant d'égaliser les hommes.

Mais le rire est une arme redoutable. Molière faisait mal et déchaîna les passions. Aussi quand il s'attaqua à la corporation des dévôts et aux "grands seigneurs méchants hommes", le roi l'abandonna. Qu'importe, Molière s'acharna, il courba l'échine, se censura lui-même, récrivit jusqu'à ce qu'il puisse jouer ce qui lui tenait à cœur. On sait qu'il mourut comme il avait vécu, en homme de théâtre, sur scène, en jouant *Le malade imaginaire*.

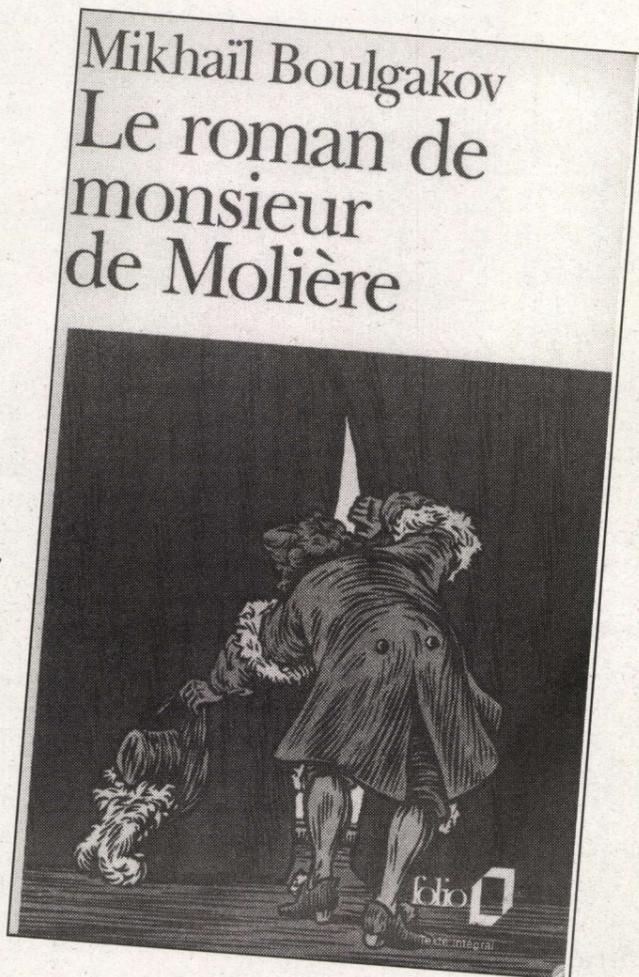
Au-delà de la biographie purement littéraire, Boulgakov nous introduit dans le

petit monde des comédiens, univers fermé dans cette société de castes qu'était la société française du 17<sup>ème</sup> siècle. Molière, tout talentueux qu'il soit, n'est que le bouffon du roi. A ce titre on lui pardonne ses incartades, même si c'est difficilement.

Boulgakov raconte les faits sans se prononcer. Il montre l'unité profonde de la troupe autour du personnage et du créateur qu'était Molière. Malgré les dépit amoureux, les jalousies, les problèmes en tous genres, et surtout le manque d'argent, Molière n'était pas qu'un écrivain, c'était un directeur de troupe, il animait réellement la vie d'un petit groupe de comédiens qui partageaient une même passion. Et cela donne un petit livre passionnant.

Cécile BERNIER

Le roman de monsieur de Molière de Boulgakov - Coll. Folio.



Voir

## PÉTAIN

de Jean Marbeuf  
avec Jacques Dufilho  
et Jean Yanne

Il aurait sans doute été plus exact d'appeler ce film "Pétain et Laval" car les deux personnages y jouent jeu égal, et leurs rapports constituent le cœur d'un film qui s'appuie sur le livre *Pétain* de l'historien Marc Ferro.

Beaucoup de choses sont montrées, qui permettent de se souvenir que le régime de Pétain, instauré en 1940, n'était pas seulement dû à l'occupation allemande en France. La défaite militaire fut aussi l'occasion pour l'extrême-droite française de s'installer au pouvoir et d'instaurer le triste régime de "l'Etat français". Pétain fut l'instrument de cette opération.

Le Parlement de la III<sup>e</sup> République, celui-là même qui avait été élu en 1936 avec une majorité dite de "Front Populaire", vota à une écrasante majorité en sa faveur. Les socialistes et les radicaux notamment votèrent pour lui donner les pleins pouvoirs, tandis que les députés du PC ne purent pas prendre part au vote, leur parti ayant été interdit quelque temps auparavant par la même République...

Même si le film met surtout l'accent sur l'affrontement personnel entre Pétain et Laval, il donne des éléments pour apprécier le mécanisme et les objectifs de la politique dite de "collaboration" avec l'Allemagne, celle que préconisait Laval et que suivait Pétain, même si on nous suggère que c'était avec quelques petits états d'âme.

L'Etat français et ses hommes politiques étaient, vis-à-vis de la puissance occupante, des intermédiaires qui permettaient de sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie française,

à commencer par ses colonies, en évitant du même coup à l'Allemagne d'avoir à administrer directement le pays. Les affaires de la bourgeoisie valaient bien une collaboration...

Parallèlement, De Gaulle à Londres, en déclarant qu'il n'acceptait pas la défaite, sauvegardait la possibilité d'une collaboration à venir avec les Anglo-Américains en cas d'évolution en sens inverse du sort des armes. Ce qui fait qu'en étant pétainiste d'abord, puis gaulliste à la fin, la bourgeoisie était assurée d'avoir toujours des politiciens dévoués à ses intérêts dans le camp du vainqueur...

Malheureusement dans ce film, où l'on a pris beaucoup de soin à reconstituer personnages et scènes historiques connues, on a été plus négligent à donner la clé de cette période où la bourgeoisie française avait besoin d'avoir deux fers au feu.

Il reste un film historique qui ne manque pas d'intérêt, vu la rareté des films sur cette période, sur laquelle politiciens et membres de l'appareil d'Etat français ne s'empressent pas, et pour cause, de faire la lumière.

Il n'est que de voir le peu d'empressement, et des attitudes de certains tribunaux qui ressemblent fort à de la complaisance, à juger, ou plutôt à ne pas juger d'anciens proches collaborateurs de Pétain, encore vivants aujourd'hui, comme Touvier, et surtout Bousquet, chef de la police au moment de la rafle anti-juive dite du "Vel d'Hiv", et dont le rôle est ici nettement souligné.

J.V.

# Le référendum des Serbes de Bosnie

# LE CYNISME DE L'IMPÉRIALISME

Pour le ministre français des Affaires étrangères, la cause est entendue : est "nul et non-avenue" le référendum organisé par les milices serbes dans les zones de Bosnie qu'elles contrôlent et à l'issue duquel environ 98 % des électeurs viennent de donner le feu vert à la création d'une "république serbe de Bosnie" en même temps qu'ils rejettent le plan Vance-Owen de partition de la Bosnie entre Musulmans, Croates et Serbes.

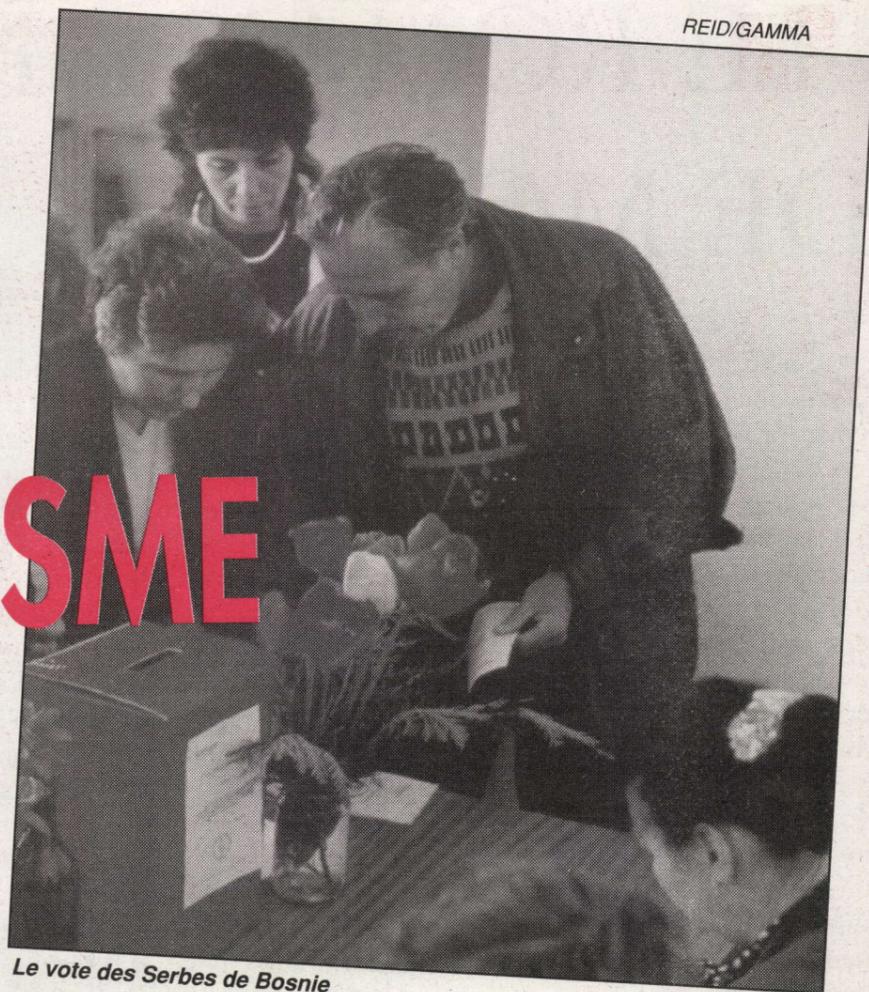
Les dirigeants occidentaux peuvent qualifier ce référendum de "parodie", ils n'en prennent pas moins acte du rapport de forces sur le terrain qu'il traduit. Lord Owen, un des parrains du plan du même nom, vient ainsi de constater que "nous n'avons pas besoin d'un référendum-bidon pour savoir que la majorité des Serbes de Bosnie ne veulent pas céder de territoires".

Le fait que, durant le scrutin, les combats faisaient rage, cette fois entre Croates et Musulmans pour contrôler la capitale de la Bosnie du Sud, Mostar, rappellerait à qui l'aurait oublié que les leaders nationalistes croates, musulmans, non seulement "ne veulent pas céder de territoires", mais, tout comme leurs homologues serbes, cherchent — et par les mêmes moyens de tueries, de déplacements de populations, de pillage — à agrandir le territoire sur lequel ils exercent leur pouvoir.

## ENTRE LES "SIENS" ET LES "AUTRES" : DES POPULATIONS OTAGES DES NATIONALISMES

Seulement, il faut tout le cynisme des Owen et autres dirigeants occidentaux pour rejeter la faute de la prolongation des massacres sur "la majorité des Serbes de Bosnie". Non pas que saupoudrer les responsabilités entre Serbes, Croates et Musulmans serait plus équitable — et certains journaux, sous prétexte d'"objectivité", s'y essayent — mais, dans ce drame où des voisins d'hier, parfois des parents (car les mariages mixtes n'avaient rien de rare) se retrouvent désormais dressés en communautés mortellement rivales, on n'a guère laissé le choix à la plupart des Serbes, des Croates ou des Musulmans.

C'est bien sûr évident pour ceux qui habitaient dans un bourg, une ville où leur groupe ethnique se trouvait minoritaire — et on a vu, à l'occasion de ce référendum, des Musulmans préférer ne pas risquer d'indisposer ceux qui ont le pouvoir et qui n'hésitent pas à user de leurs armes, et voter donc pour une "république serbe". Mais, même là où des populations se trouvent en situation de majorité et dans des zones soumises à



Le vote des Serbes de Bosnie

des milices de même origine qu'elles, ces populations peuvent constater quotidiennement que les bandes armées serbes, croates ou musulmanes ne s'arrêtent pas devant la suppression d'une vie supplémentaire, fût-ce celle d'un "compatriote" ou d'un "coreligionnaire", si celui-ci n'affiche pas une loyauté sans faille, c'est-à-dire ne se range pas de gré ou de force derrière "ses" milices.

Cela est patent en Bosnie où des groupes armés, qui serbes, qui croates, qui musulmans, se sont taillé des fiefs dans la chair d'une population étroitement mêlée. Mais cela ne vaut pas moins pour la Serbie, la Croatie, voire la Slovaquie; les hommes au pouvoir dans chacune de ces républiques ex-yougoslaves usent de la peur de "l'autre" pour justifier le régime qu'ils imposent à leur propre population.

De ce point de vue-là, si la "république serbe de Bosnie" est "auto-proclamée" comme l'en accuse la presse occidentale, les républiques slovène, croate, voulues indépendantes par des fractions de la bureaucratie yougoslave, n'étaient, il y a un an et demi, pas moins "auto-proclamées", et les élections récentes par lesquelles les Tudjman en Croatie et autres Milosevic en Serbie ont récemment fait plébisciter leur mainmise sur un morceau "national" du gâteau yougoslave, pas moins "bidon" que le référendum serbe en Bosnie.

## L'OCCIDENT ATTISE LES NATIONALISMES ET EN JOUE

Les puissances occidentales, qui aimeraient bien que la situation de l'ex-Yougoslavie ne devienne pas complètement incontrôlable, sont bien mal placées pour s'ériger en juges. Dans l'explosion de la situation yougoslave, les Etats occidentaux ont plus que leur part de responsabilité, y compris quand ils dénoncent les "seigneurs de la guerre" serbes ou autres. Car enfin, il ne faut

pas oublier que ces mêmes puissances occidentales, qui feignent d'en déplorer les "excès" actuels, ont soufflé sur les braises du nationalisme, slovène ici, croate là, ou plus discrètement serbe pour la plupart des Etats. Lors de l'effondrement de la Yougoslavie sous la poussée des rivalités entre clans dirigeants "nationaux", à Vienne, Paris, Bonn, Londres, Washington, etc. ce fut à qui se montrerait le plus empressé auprès de telle ou telle faction, qui saurait se placer (et placer ses industriels, ses marchands de canons) à Zagreb, Ljubljana ou Belgrade.

A l'occasion de ce référendum, on a eu une petite illustration du cynisme avec lequel les dirigeants des puissances impérialistes peuvent traiter les "grands principes" de "démocratie", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" qu'ils proclament avec emphase pour justifier leur propre politique.

Ainsi, ces derniers jours, à entendre les dirigeants occidentaux se féliciter du ralliement au plan Owen du dirigeant nationaliste de la Serbie, Milosevic, on aurait presque oublié que ce leader subitement redevenu fréquentable était le même que l'on nous présentait hier comme le responsable de tout... Il est vrai que Milosevic venait de faire la preuve de la capacité de ses armes à imposer une certaine forme d'ordre — et c'est cela que l'impérialisme attend des Milosevic et autres Tudjman — dans une bonne partie de l'ex-Yougoslavie et, en prime, venait d'avoir "l'élégance" de faire chorus avec les Etats occidentaux pour en appeler au respect du plan Vance-Owen.

Il n'en fallait pas plus, et malgré les monceaux de cadavres que l'on nous montrait il y a peu encore comme la preuve du caractère odieux de la politique de Milosevic, pour que celui-ci redevienne "fréquentable"... quitte à ne plus l'être, demain, pour peu que sa politique convienne moins à ce qu'attendent les dirigeants occidentaux.

Pierre LAFFITTE



Mostar sous les bombes